

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 8 JUIN 1978 — N° 714

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

RENAULT

DANS TOUTES LES USINES,
LA MEME EXIGENCE

"TOUS EN GREVE
A LA REGIE!"



Dans les rues de Mantes, les ouvriers de Flins manifestent

SANDOUVILLE : ● 3 000 ouvriers défilent dans l'usine
● Débrayages de plus en plus massifs
CLÉON : solidarité active autour des grévistes

Lire nos reportages en pages 6 et 7

Les «Folles de Notre-Dame»



«Pendant le Mondial,
les disparitions continuent»

A Buenos-Aires, la junte fasciste, insultante, les a baptisées «les folles de la place de mai» ces mères, épouses, sœurs de «disparus» manifestant sur la Plaza de Mayo.

Elles ont gardé cette appellation comme un défi. Hier devant Notre-Dame de Paris, des femmes argentines soutenues par des femmes françaises, vêtues de noir comme leurs sœurs de Buenos-Aires, ont défilé en silence.

Elles ont rappelé à la presse, trop préoccupée des difficultés de l'équipe de France, qu'en Argentine en ce moment même, pendant le Mondial, la police du fasciste Videla continue de faire disparaître les opposants.

Demain nous publierons le témoignage de ces femmes.

Parlement : Les radios libres bâillonnées ?

Mercredi après-midi, le parlement devait examiner le projet de loi Lecat prévoyant jusqu'à un an de prison et 10 000 F d'amende en cas d'infraction au monopole de la radio-diffusion. On se souvient que Giscard d'Estaing avait, après le jugement de la Cour d'appel de Montpellier confirmant le non lieu accordé à Radio Fil Bleu, annoncé que la loi devait être modifiée.

Ce projet de loi, exclusivement et ouvertement répressif contre une forme de la liberté d'expression devait pour des raisons diverses, rencontrer quelques difficultés à être voté. Nous avons rencontré l'avocat giscardien Chassaing, à l'initiative de Fil Bleu. Il explique que le gouvernement était «mal informé». Ce n'est pas l'avis de la coordination des radios libres non commerciales qui se réunissait à Lyon ce week-end.

Lire en page 12
Notre série sur les Radios-Libres

Matraquage à Sainte-Anne

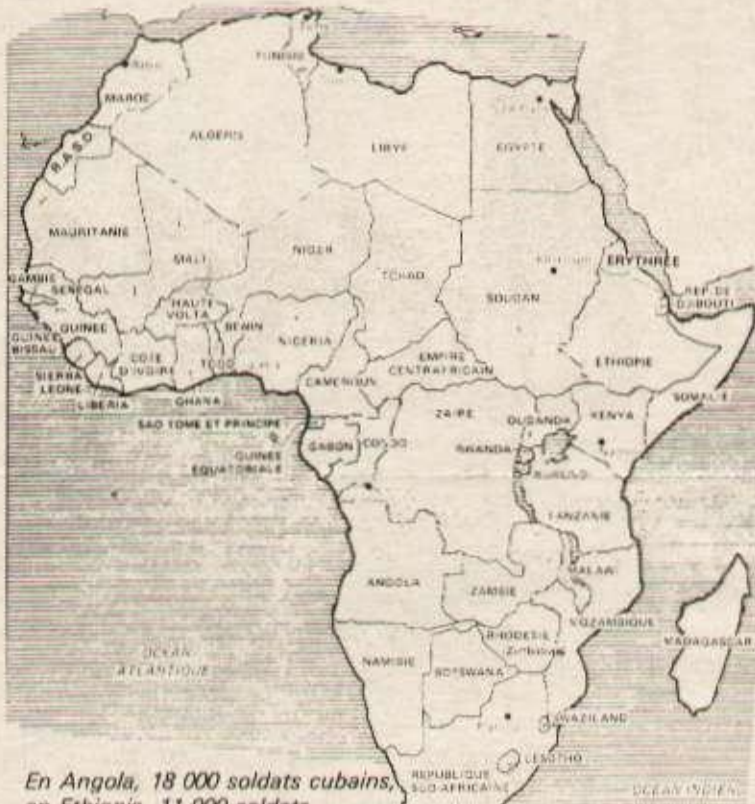
Voir page 5

La «coopération» de Brejnev : 35 000 soldats cubains en Afrique

Lire en page 2 notre dossier
Lire en page 10 :
Le résultat de la conférence occidentale
à Paris

LE ZAIRE, L'AFRIQUE ET L'URSS

Par Grégoire CARRAT



En Angola, 18 000 soldats cubains, en Ethiopie, 11 000 soldats, au Yémen du Sud 4 800 hommes, la force de frappe de Brejnev en Afrique menace tout le continent.

L'enjeu des consultations en cours entre impérialismes occidentaux, à Paris, Washington, et à Bruxelles, à propos de leur intervention en Afrique est dans une large mesure la conséquence de l'intervention au Zaïre de forces venues d'Angola avec l'appui de l'URSS et de Cuba. Celle-ci a mis à jour l'ampleur des ambitions soviétiques dans le continent africain, venant disputer aux impérialismes occidentaux des régions où ils exercent leur domination, voulant les remplacer dans l'oppression des peuples et le pillage des richesses naturelles.

Le Zaïre pèse lourd en matières premières dont il est l'un des plus riches producteurs d'Afrique. Troisième exportateur mondial de cuivre, il assure 15 % de la consommation européenne par ses mines du Shaba et un tiers de la consommation française. La Gécamines, société d'Etat en réalité contrôlée par les Belges produit 95 % du cuivre zaïrois et la totalité du cobalt dont le Zaïre assure les deux tiers de la production mondiale et en alimente l'Europe. Le Zaïre est également le premier producteur mondial de diamants industriels : son extraction est assurée dans la province du Kasai par la MIBA dont les actions ont été restituées aux anciens propriétaires belges à la fin de 1977. Il est également 9^e producteur d'étain, 8^e producteur de manganèse ; ses ressources non encore exploitées sont encore plus importantes, le Bureau de Recherches Géologiques et minières français (BRGM) les recense systématiquement depuis 1973.

Mais, les matières premières,

si importantes qu'elles soient, ne peuvent rendre compte de tout l'intérêt du Zaïre : 4 fois grand comme la France il s'étend des frontières de l'Angola aux confins de la corne de l'Afrique. Son immensité et sa richesse lui confèrent un poids important au sein de l'Afrique. La décomposition du régime Mobutu contre lequel une profonde révolte bouillonne en a fait une sorte de fruit mûr que les Soviétiques espèrent bien cueillir en encourageant les troupes de M'Bumba, l'ancien chef mercenaire des Portugais, à se lancer à l'assaut du régime et en favorisant son entreprise. Ils disposeraient alors d'importantes sources d'approvisionnement auxquelles se fournit actuellement l'Europe. Présents de la côte atlantique aux rives de l'Océan Indien, ils pourraient accroître encore leur influence et leur poids, imposer plus largement leur présence dans l'ensemble du continent, amplifiant le politique de pénétration menée systématiquement depuis 1975.

Afrique depuis 1975 c'est une tentative pour imposer par les armes la domination soviétique dans les points les plus sensibles de l'Afrique : corne de l'Afrique et Afrique australe, zones riches en matières premières, et d'importance stratégique pour l'Europe, dont notamment 60 % des ressources en pétrole passent par la route du Cap.

Cible : l'Europe

Bien qu'elle exploite avec une violence qui n'a rien à envier aux impérialismes occidentaux les matières premières des pays qu'elle domine, ce ne sont pas essentiellement celles-ci qui ont motivé l'envoi à partir de 1975 d'une force militaire en Afrique. L'URSS est elle-même un très gros producteur de matières premières et dispose des réserves de première importance pour les pays européens : 60 % de leur cuivre, la plus grosse partie des phosphates, du minerai de manganèse, des diamants industriels. Par sa position à l'égard de l'Europe, l'Afrique est donc pour l'URSS un enjeu stratégique important : celui de peser sur l'Europe en s'assurant le contrôle de ses approvisionnements en matières premières, soit à leur source soit dans leur transport.

L'encouragement apporté par l'URSS à l'intervention des forces de M'Bumba, le FLNC, est parti d'un plan d'ensemble par lequel l'URSS cherche à étendre sa domination sur l'Afrique pour peser sur l'Europe. Depuis 1975, Brejnev impose aux peuples africains des guerres dont il attend que les résultats lui permettront de subjuguier l'Europe occidentale, de lui donner des avantages importants dans la guerre pour laquelle il se prépare intensément. Cette politique agressive entraîne de la part des pays occidentaux une réaction dont l'action des légionnaires français à Kolwezi est une illustration : l'intrusion soviétique sur le continent conduit à le mettre à feu et à sang, à remettre en cause l'indépendance des pays qui l'ont acquise, en même temps qu'elle accroît les risques de voir la rivalité soviéto-US pour la domination du monde se transformer en guerre.

L'INSTITUT D'AFRIQUE A MOSCOU

Le néo-colonialisme à la sauce Brejnev

Moscou abrite un institut pour l'Afrique dirigé par le fils du ministre des Affaires étrangères Gromyko. Il est présenté dans l'extrait que nous publions par Solodovnikov, ambassadeur d'URSS en Zambie, qui en a été membre : « En raison de l'éloignement de notre Etat de l'Afrique, nous ne disposons que de peu d'informations sur les pays et les peuples de ce continent. D'où la difficulté des recherches et le caractère spécifique des études. Il nous a fallu accumuler des connaissances, former des spécialistes avant de pouvoir aborder les problèmes théoriques fondamentaux et d'élaborer scientifiquement des prévisions sur le développement socio-économique de ces pays, l'avenir de leurs relations avec l'Union soviétique.

L'Institut d'Afrique travaille selon les grands axes de recherche suivants :

1) Etude pluridisciplinaire du développement économique et socio-politique des pays en voie de développement. L'Institut prête une attention toute particulière au choix des voies de développement et à l'élaboration d'une théorie marxiste-léniniste de l'évolution des pays non capitalistes d'Afrique.

2) Théorisation de l'expérience et mise en évidence des nécessités de la coopération soviéto-africaine ; étude de la place et du rôle de l'Afrique dans les relations internationales contemporaines, y compris la lutte des pays d'Afrique pour la restructuration des relations économiques, inégales, avec les Etats capitalistes.

3) Etude et dénonciation de la politique néo-colonialiste des puissances capitalistes et de la politique hégémonique de la R.D. de Chine en Afrique.

4) Etude du passé et du présent des mouvements de libération nationale. Nous prêtons une grande attention aux problèmes liés à la liquidation des régimes coloniaux et racistes. »

Il conclut ainsi son étude : « La contribution des Etats socialistes à la mise en valeur des ressources naturelles nationales et l'augmentation des achats de matières premières, de combustibles et de produits finis constituent, à notre avis, le moyen le plus efficace, le moyen qui ouvre le plus de perspectives au renforcement des relations des pays en voie de développement avec les pays socialistes. »

D'autres institutions du même type ont été mises sur pied dans les pays de l'Est européen, qui étudient systématiquement les ressources des pays africains et les moyens pour le COMECON de les mettre en valeur.

La mise sur pied de l'Institut de l'Afrique, son programme de travail, sont une entreprise proche des grands groupes de travail que l'impérialisme US, la CIA notamment, ont mis sur pied pour définir et prévoir les moyens de domination qu'ils pouvaient avoir. Alors qu'eux déterminaient les moyens d'instaurer et de maintenir un pouvoir néo-colonial, Brejnev fait étudier ce qu'il appelle « la théorie marxiste-léniniste de l'évolution des pays non capitalistes d'Afrique », en réalité le moyen de substituer aux pouvoirs liés aux impérialismes occidentaux, des pouvoirs dépendant de Moscou dont le DERG éthiopien constitue un sanglant exemple. L'une des particularités de cet Institut est d'essayer d'habiller d'un langage marxiste une sauvage entreprise de conquête néo-colonialiste.

La coopération de Brejnev : 35 000 Cubains

« L'URSS fait tout pour promouvoir avec les pays anciennement colonisés d'Afrique une coopération amicale et fructueuse et soutient leur lutte pour la consolidation de leur indépendance économique et politique... L'URSS ne veut pas la guerre. Il n'existe pas de danger de guerre de la part de l'URSS sur quelque partie du globe que ce soit », tonait Brejnev le 24 mai 1978, à l'occasion de « la journée de l'Afrique », voulant écarter les accusations concernant ses ambitions au Shaba. Que Brejnev tonitruait son souci de paix ne change rien à la réalité de ses actes. De la bauxite de Guinée au coton d'Egypte, l'URSS, à chaque fois que cela lui a été possible, a mis la main sur les matières premières des pays avec lesquels elle « coopérait », transformant l'aide en domination politique et économique. Depuis 1975, elle a directement participé à trois guerres causant la mort de milliers d'Africains, en Angola, dans l'Ogaden et en Erythrée, elle a encouragé deux interventions armées au Shaba.

35 000 soldats cubains, le tiers de l'armée cubaine ont été déployés en Afrique pour servir de force de frappe à la « coo-

pération » brejnevienne. En novembre dernier, des pilotes soviétiques ont été envoyés à Cuba pour y effectuer les missions de surveillance à la place des pilotes cubains, afin que ceux-ci puissent se rendre en Ethiopie. Avec ses techniciens militaires et civils, ceux de la RDA, l'URSS administre de fait l'Angola, veut tenir en main l'Ethiopie, consolidant un régime de dictature sanglante. A l'égard des mouvements de libération, l'URSS cherche à les pénétrer en semant la division. Elle a pris pied en Angola avec 12 000 Cubains en attisant, puis en conduisant la guerre qui oppose les mouvements de libération. Au Zimbabwe, elle cherche à appliquer une tactique similaire en favorisant la création en Zambie d'une force armée puissante de plusieurs milliers d'hommes, disposant d'armes sophistiquées, qui n'interviendrait pas dans la guerre de libération, mais attendrait son heure pour intervenir. En Erythrée, les bombes de Brejnev veulent écraser le mouvement de libération et le peuple qui résiste à ses prétentions.

La coopération brejnevienne telle qu'elle se manifeste en

QUAND LE PCF RECLAME UNE INFORMATION PLURALISTE

● Suite aux commentaires de la presse sur la fête du MJCF, donnant une large place à la contestation interne au PCF qui s'y est exprimée. *L'Humanité* se répand sur le problème de l'information, attaquant les compte-rendus qui ont été faits de cette fête. Dans le numéro de mardi de *L'Humanité*, on apprend d'autre part que la municipalité (PCF) de Montreuil revendique le droit d'avoir une station de radio à elle. Il n'est pas sans intérêt de faire le point sur la conception de l'information que défend le PCF.

Le B.P. du PCF a publié lundi un communiqué sur l'information, rappelant les récentes mesures prises par le gouvernement pour contrôler plus étroitement l'information : la nomination de giscardiens à la tête de l'AFP et de radio Monte-Carlo. Pour le PCF, cette prise en main directe de l'information a pour but « de tenter de porter des coups au mouvement populaire, au parti qui lutte avec conséquence et sur tous les plans contre celle-ci (la politique de Giscard) le parti communiste français ». Le BP réclame une « information loyale, pluraliste et démocratique », et « la fin de la discrimination qui frappe les journalistes communistes » à la radio-télévision.

On remarquera la hâte avec laquelle le PCF s'adjoint le monopole de parler au nom du mouvement de masse. Ce qui le dérange, ce n'est pas tant que les masses en lutte ne puissent pas s'exprimer à la radio-télévision, mais bien que lui, PCF, y ait moins accès que les partis de droite.

Voyons d'ailleurs comment *L'Humanité* pratique

le « pluralisme » dans le compte-rendu de sa fête la fête d'Avant-Garde. Après s'être félicitée du compte-rendu de *Rouge* « une réussite », *L'Humanité* fulmine contre « certains quotidiens » (des noms !) qui « s'ingénient... à assimiler les quelques communistes, présents à la fête, qui mènent ouvertement une entreprise fractionnelle à l'intérieur du parti, à l'ensemble de l'Union des Etudiants communistes ». Il aurait fallu passer sous

silence, comme l'a fait *L'Humanité*, le fait qu'une partie non négligeable des stands de l'UEC proposaient des textes des oppositionnels qui se vendaient comme des petits pains.

Dans cette fête, des membres de l'UEC de Bordeaux ont été pris à partie par des dirigeants du PCF de la fédération de Gironde. *L'Humanité* écrit à ce sujet : « Dans un communiqué, des étudiants de Bordeaux prétendent qu'ils ont été victimes d'une agression concertée. Le caractère provocateur de cette déclaration est d'autant plus évident que cette contre-vérité a été immédiatement montée en épingle par certaines radios allant jusqu'à parler de bagarre et de mise à sac ». Le pluralisme de l'information saucé PCF montre là ses limites : les intéressés

avaient adressé une mise au point à *L'Humanité* qui a refusé de la publier. Les lecteurs auraient pourtant pu jouir ainsi d'une « information loyale, pluraliste » : ils auraient appris que les agressés n'étaient pas seulement « des étudiants de Bordeaux » mais des militants du PCF, attaqués par les responsables du PCF de Gironde, comme nous le relations dans notre édition de mardi, après avoir interrogé les intéressés et des témoins de la scène.

QUAND LE PCF A LE POUVOIR...

Dans les municipalités dirigées par le PCF, le respect du pluralisme est des plus relatifs. Dans nombre de communes de la banlieue parisienne, toute affiche autre que celles du PCF est arrachée ou recouverte dans un délai maximum de deux heures. A Sarcelles, municipalité d'union de la gauche à majorité PCF, au moment des élections, le bulletin officiel municipal consacrait deux pages à Canacos, candidat du PCF. Rien sur les autres candidatures, ce qui avait d'ailleurs provoqué la protestation de deux adjoints au maire, socialistes, tous deux candidats, qui auraient aimé que l'on parlât de leur score.

Une dernière illustration de cette conception est l'initiative de la mairie de Montreuil, qui revendique le droit de créer une radio locale.



Pendant la campagne électorale... Aujourd'hui il boycotte...

Un projet de radio locale bien dans la ligne

« La municipalité de Montreuil, soucieuse de développer l'information de la population montreuilloise (...) revendique auprès des autorités de tutelle le droit d'émettre sur le territoire de sa com-

mune dans le cadre juridique suivant : autonomie de gestion de la radio locale assurée par un conseil d'administration comprenant en nombre égal des élus locaux, des représentants des services

publics de radio-diffusion, des personnels de la radio locale et des usagers ». On voit assez nettement les limites d'un tel projet : la composition revendiquée du conseil d'administration fait une part belle au PCF, qui serait présent par ses élus, et les organisations de masse qu'il contrôle. Quant aux possibilités pour d'autres points de vue que celui du PCF de s'exprimer, on peut faire confiance à la municipalité de Montreuil : celle-ci s'est récemment signalée en refusant de prêter une salle à l'UOPDP en vue d'une réunion publique. L'argument : une municipalité n'est pas obligée de prêter des salles en dehors de la période électorale, celles-ci sont réservées aux « organisations représentatives ». Suivez mon regard.

L'évolution de la position du PCF par rap-

port aux radios libres est d'ailleurs caractéristique : avant les élections, il pouvait compter, arrivé au pouvoir, contrôler les moyens d'information. A cette époque, il faisait silence sur les radios libres. Aujourd'hui il tente de récupérer ce mouvement en lui assignant des limites bien strictes, dont le contrôle par les collectivités locales n'est pas le moindre. Il est vrai qu'il a connu de mauvaises surprises avec les radios libres : lors de la grève des communaux de Saint-Denis, Radio 93 avait donné la parole aux grévistes. Au procès de Radio 93, le jardinier qui s'était exprimé expliquait qu'il s'était d'abord adressé à la presse du PCF, qui lui avait refusé la parole. Pas question pour les révisionnistes de donner la parole aux masses quand elles ne vont pas dans leur sens.

Entreprises sanctionnées pour pratique anti-concurrentielle

La commission de la concurrence a relevé récemment quatre cas d'entraves à la concurrence. Des sanctions ont été prises à l'encontre des entreprises concernées. Il s'agit de la société Legrand (appareils électriques d'installation) qui fixait elle-même les marges de bénéfice des revendeurs de ses produits.

Les principales sociétés négociant la vente des tubes d'acier ont été convaincues d'entente sur les prix.

Un petit industriel qui produisait des briquets jetables a été empêché de les vendre par les sociétés distributrices, agissant sur ordre de la société Feudor. Les sociétés commerciales concernées devront payer 100 000 F d'indemnités.

Dans le commerce du verre plat, les sociétés de distribution s'étaient entendues sur les prix, imposant des prix uniques aux entreprises productrices.



Samedi 8 juin

— La veille au soir, De Gaulle a fait une déclaration à la télévision, reprenant le vieux thème de la « participation », et déclarant aussi : « Le 29 mai j'ai eu l'intention de me retirer. Et puis, en même temps, j'ai pensé que si je parlais, la subversion menaçante allait déferler... »

POUR LA LUTTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS



LES METALLOS TIENDRONT

— Renault Flins : Les affrontements avec la police se poursuivent toute la journée. Ouvriers et étudiants sont côte à côte.

Le matin, un meeting est organisé aux Mureaux. Les ouvriers de l'usine veulent donner la parole aux étudiants : la CGT fait disparaître la sono.

— La reprise s'effectue très lentement : Un « protocole d'accord » est signé à Michelin. Le travail doit reprendre le lundi 10.

— A Sud-Aviation, un « protocole » est signé, qui doit être soumis aux grévistes.

— Peugeot Sochaux : consultation (« à bulletin secret ») (5 300 voix pour la reprise sur 25 000).

— Le SNI (Syndicat National des Instituteurs) a décidé, sans aucune consultation, la reprise pour le 7. Le lendemain soir, plusieurs centaines de militants occupent les locaux parisiens.

— D'anciens partisans de l'OAS, comme Bidault, font leur réapparition en France : le mandat d'arrêt lancé contre lui en 62 après les événements d'Algérie est levé.

— 1^{ère} réunion des responsables des CDR de la Région parisienne, se « mettant à la disposition des préfets et des maires pour garantir le libre jeu des institutions durant les élections ».

— Le 8 au soir, il y a 3,5 millions de grévistes.



Flagrants délits : l'ordre des avocats louvoie

La semaine dernière, l'ordre des avocats avait réagi sèchement à l'action engagée par plusieurs avocats parisiens, et qui consistait à plaider complètement (y compris sur les formes juridiques) chaque dossier. L'ordre avait refusé à ces avocats la possibilité de plaider devant la 23^e chambre correctionnelle. Mardi, cependant, par la voix du bâtonnier Stasi, l'ordre a accepté de commettre d'office la vingtaine d'avocats présents. Cela n'a pas empêché les flags de condamner une infirmière guadeloupéenne de 19 ans à huit jours de prison avec sursis pour avoir perdu son ticket de métro et refusé qu'on la traite de «sale négresse».

Dans le même temps, l'ordre a déssaisi d'office les avocats de Jocelyne Deraiche l'amie de Jacques Mesrine qui passait ce mercredi en procès.

Bavure dans le 10^e

Serge Houssaye, pharmacien a vécu une drôle de nuit le 11 mai dernier. Interpellé par des policiers pour un contrôle d'identité, il est fouillé avec une insistance désagréable. Il demande le numéro de matricule des policiers, se retrouve avec un coup de poing sur le nez, embarqué au commissariat du 10^e, examiné en coup de vent à l'Hôtel Dieu, renfermé dans une cellule où il perd connaissance à la suite d'une crise de tétanie. Hospitalisé à nouveau à l'Hôtel Dieu, il ne reçoit la visite d'aucun médecin...

La police a gardé ses papiers et son chèque. Serge Houssaye va demander une enquête de l'IGS.

Communiqué

Le COBA de Montreuil nous prie de faire connaître la modification de son lieu de réunion :

Le COBA de Montreuil (93) se réunira tous les lundis à 18 heures durant le mois de juin dans la salle Franklin, 60 rue Franklin, Montreuil (M^o : Mairie de Montreuil).

Pour tout contact, écrire au COBA, 17 rue Hoche, 93100 Montreuil.

COBA MONTREUIL

Les footballeurs de l'équipe de France PAS DE POLITIQUE MAIS BEAUCOUP, BEAUCOUP D'ARGENT

● Quelle pureté que celle des joueurs de l'équipe de France de football ! Il fallait les voir, il y a quelques jours encore, dire combien ils étaient peinés que la politique vienne gâter cette «grande fête de la jeunesse du monde» qu'est le Mondial, selon Hidalgo. Leur moral s'en serait même ressenti. Pensez donc ! Il s'est trouvé des millions de gens en France pour ne pas s'intéresser aux problèmes musculaires de Trésor ou à la petite entorse de Guillou, alors qu'à quelques centaines de mètres des stades, on frappe, on mutile, on tue dans les prisons argentines. Pour le sélectionneur Hidalgo, cette intrusion du sport dans la politique est nuisible, «parce que les joueurs sont des jeunes et qu'on ne peut pas demander à des gars de 20 ans de s'occuper de problèmes qui sont ceux des gouvernements.»

Ces «gars de 20 ans», horrifiés par la politique, ils donnent une autre image d'eux-mêmes depuis quelques jours. De quoi parlaient-ils à la veille du match contre l'Italie ? D'argent. Ils ergotaient à propos d'une prime de 1 500 francs que leur avait promise une firme de chaussures de sport, à condition bien entendu qu'ils fassent ostensiblement savoir qu'ils portent des chaussures Adidas.

Trop purs pour s'occuper de politique et de défense des droits de l'homme, les joueurs professionnels, mais prêts à

tout pour empocher les millions.

Et il y en a beaucoup à la clé, dans chaque compétition de haut niveau. La volonté de vaincre des joueurs de Bastia était spectaculaire, il y a quelques mois, en demi-finale de la coupe de l'UEFA.

Il faut savoir que la qualification pour la finale avait un prix : une prime de 3 millions anciens par joueur. Ça stimule, trois millions, pour une heure et demie de «jeu».

Pour les 22 joueurs français présents en Argentine, et qui tous, ont refusé le boycott, les chiffres sont



Sport : des passes payantes

d'une autre dimension encore. Le salaire mensuel maximum d'un joueur de football professionnel est de 12 800 F. C'est beaucoup. Il existe pourtant une dérogation pour les 40 meilleurs joueurs français. Ceux-là, et les 22 en font partie, sont autorisés à dépasser le plafond. On dit qu'à Marseille, Trésor toucherait quelque 40 000 francs par mois. A ce salaire de base, viennent s'ajouter les primes : primes de clubs en cours de saison, et primes pour les matchs de l'équipe de France.

La qualification pour la phase finale de la coupe du monde valait 2 millions de centimes, qu'ont empochés «nos» internationaux. Une qualification pour le tour suivant leur aurait rapporté à nouveau deux millions de centimes. Plus avant, ça se négocie...

Mais ce n'est pas tout. Aux primes et aux salaires s'ajoutent les retombées des contrats commerciaux. Pour qu'ils ne portent en Argentine que ses équipements, la firme Adidas a versé trois millions de centimes à chaque joueur. La multiplication des gadgets, auto-collants, tee-shirts, photos, etc. représentant l'équipe de France aura, elle aussi, été une source de revenus. C'est la coopérative de l'Union Nationale des Footballeurs Professionnels, Promofoot, qui s'est chargée de négocier avec les différentes firmes. Pour 25 %, les gains vont à l'UNFP (qui regroupe les 450 professionnels français), pour 37,5 % ils vont à la Fédération, et pour 37,5 % ils se répartissent entre les sélectionnés. En toute hypothèse, chaque joueur touchera par ce canal plus de trois millions anciens.

Le prix de la sélection —et du refus du boycott— s'élève donc aux alentours de 10 millions anciens par

joueur. Pour trois matchs. Nos footballeurs hommes d'affaires n'en resteront cependant pas là. La plupart resteront dans le même club l'année prochaine. Ils exigeront donc, au nom de leur nouvelle notoriété, une augmentation des primes et des salaires, sous prétexte que plus de gens se déplaceront sur les gradins pour les voir. D'autres terminent leur contrat, et sont donc à la recherche d'un nouveau club. C'est là que se joue le gros paquet. Au côté des journalistes, des supporters et des joueurs, il y a en ce moment en Argentine des «recruteurs». Ce sont souvent d'anciens joueurs eux-mêmes, qui travaillent pour un ou plusieurs clubs, et dont la tâche est de négocier les contrats. Pour Platini qui, paraît-il, est très convoité, les offres d'achat oscillent entre 500 millions anciens et un milliard. Son club d'origine, Nancy, en touchera une partie, le «recruteur» touchera 10 % de la «commission», et Platini empochera quelques centaines de millions. Aucun des sélectionnés transférables ne touchera moins de 30 millions, sans compter les dessous de table. Il paraît même que de ce point de vue, la mode est aux objets de valeur, notamment les timbres rares, qui offrent l'avantage d'être offerts discrètement, d'être facilement monnayables, et d'échapper aux contrôles fiscaux.

Où est le sport dans tout cela ? Quand on leur parle de ces revenus fabuleux, les joueurs argumentent que c'est pire dans d'autres disciplines, comme le tennis ou le cyclisme. Piètre argument. Il est peu glorieux d'aller jouer au ballon à côté des camps de torture de l'Argentine fasciste, et c'est encore plus cynique quand on sait que c'est pour de l'argent.

Les 3 et 4 juin à Lyon

NAISSANCE DE LA FEDERATION NATIONALE DES RADIOS LIBRES NON COMMERCIALES

● Le week-end dernier, Bip-Bip 78 réunissait à Lyon 22 radios libres (dont la moitié de radios de province). A l'issue de débats fructueux est née la Fédération Nationale des radios libres non commerciales.

Au cours d'un tour de table, les radios se présentèrent et expliquèrent ce qu'elles attendaient de cette réunion. Puis deux avocats exposèrent les possibilités de bataille juridique tout en soulignant qu'elle devait être étroitement liée à la bataille politique. Reprenant l'exemple des procès de Radio 93 et Radio Rocket, ils montrèrent comment on pouvait retourner un procès et le transformer en accusation du monopole.

Radio Aventure, 95 Mhz Modulation de Fréquence, émettra pour Bondy et sa région (93) une émission réalisée avec la participation de Bernard Lavilliers, le vendredi 9 juin à 21 h 30.

Les débats devaient souligner que la diversité des démarches n'était pas un obstacle mais une preuve de la richesse et de la vitalité du mouvement radios libres, les participants s'accordaient pour dire que pour eux, la radio était un moyen et non un but en soi. De là découle le type de fonctionnement et de financement de telles radios, utilisant des moyens matériels peu onéreux et faisant appel «aux auditeurs» pour assurer la maintenance du matériel. La radio étant conçue comme un moyen d'expression et non un moyen de vivre.

La possibilité d'alliance avec d'autres radios qui ne se réclament pas d'un aménagement du monopole ayant été soulevée, un représentant de Télé Liberté (création du PCF) fit un long développement sur le fait que les radios libres avaient dès aujourd'hui intérêt à se faire reconnaître par des autorités locales, car ces autorités luttaient pour avoir le droit de réglementer la radio diffusion sur leur localité. Les radios

affirmèrent qu'elles étaient, et tenaient à rester, libres de tout pouvoir financier ou institutionnel.

Les participants se séparèrent avec l'engagement de faire connaître aux autres radios les buts de la fédération, afin de clarifier la situation entretenue par ALO et consensus*. Rendez-vous était pris pour les 24 et 25 juin à Paris où se déroulera «Anti-brouille 78», la fête des radios libres, précédée d'une manifestation. D'autres initiatives communes ont été mises sur pied : plaintes simultanées contre le brouillage, opération Montpellier, grand crique d'être passant par Millau, Alès et les plages, initiatives financières pour permettre de payer les frais de justice et remplacer le matériel saisi, est à l'étude l'appel à l'auto-réduction de la redevance télé-radio.

Rappelons que cette réunion des radios libres était initialement conçue comme une «contre-coordination» appelée au même endroit par ALO et

Consensus Liberté. Devant les résultats obtenus par la Fédération nationale des radios libres non commerciales, on comprend pourquoi ALO et consensus avaient annulé leur coordination.

Des animateurs de Radio Fil à Soi ont été interpellés alors qu'ils émettaient dimanche matin d'un village du Gard. A noter que les flics les ont observés à la jumelle avant d'intervenir. Ce qui leur a permis de trouver l'émetteur pourtant soigneusement caché dans des buissons juste avant leur arrivée.

(*) : ALO : Association pour la libération des ondes, lancée par B. Lafonde et A. Lefebvre.

Consensus liberté : association lancée par le giscardien Chassaing, animateur de Radio Fil Bleu.

Ces deux regroupements ont décidé de collaborer ensemble.

Le deuxième pacte national pour l'emploi des jeunes

«PLUS SELECTIF»

Mardi, les députés discutent du «deuxième pacte national pour l'emploi des jeunes», présenté par le ministre du Travail et de la Participation, Robert Boulin. Par rapport au premier, lancé en juillet 1977, ce programme est jugé, y compris dans les milieux gouvernementaux, comme plus «sélectif».

Ce qui, aux yeux des patrons, avait particulièrement de succès l'an dernier, c'est que les jeunes qui travaillaient dans leur entreprise, dans le cadre de ce pacte, étaient une main d'œuvre gratuite à 100 % : charges sociales payées par l'État, de même que le salaire. La nouvelle formule réduit légèrement cet avantage, puisque l'État ne prendrait plus à son compte que 50 % des charges sociales, et seulement pour les entreprises de moins de 500 salariés et réalisant moins de 100 millions de chiffre d'affaires. De plus, elles ne bénéficieraient de ces conditions que si ces embauches ou rentrées en apprentissage se traduisent par un accroissement net des effectifs entre le 1^{er} juillet 78 et le 31 décembre 79. Cette dernière clause existait déjà dans la formule précédente, puisque théoriquement, il fallait qu'il n'y ait pas de licenciement dans le même temps. En réalité,

il est connu et prouvé par des statistiques effectuées par les services de l'ANPE eux-mêmes que de très nombreux intérimaires ont été licenciés, ainsi que des travailleurs sous contrat, tandis que des stagiaires venaient les remplacer : payés à 90 % du SMIC (et même 410 F pour les moins de 18 ans), quels que soient l'horaire et les conditions de travail de l'entreprise !

Par ailleurs, il semblerait que le gouvernement envisage de réduire la durée de ces stages en entreprise, de telle sorte qu'à la sortie,

les jeunes se retrouveront au chômage, sans avoir même le nombre d'heures de travail ouvrant droit aux ASSÉDIC !

L'an dernier, les chambres patronales, qui s'étaient occupées du recensement des jeunes touchés par ces mesures, avaient annoncé à grand renfort de publicité, 550 000 jeunes placés ! Sur ce chiffre très nettement gonflé, la proportion la plus importante est constituée par des stages pratiques en entreprises, et des stages de formation de durée limitée !

C'est-à-dire qu'aujourd'hui, pour la majorité de ces jeunes, c'est de nouveau le chômage. Et souvent, ils n'ont même pas été payés intégralement !

Dans cette situation, des comités de stagiaires et de vacataires se sont constitués. A Nantes par exemple, le comité exige : la garantie d'emploi, le SMIC pour tous avec effet rétroactif, une formation véritable reconnue par le patronat, le droit syndical. Avec ces nouvelles mesures, ces comités seront sans doute amenés à connaître un certain développement !



Stagiaires Barre : Il y a 15 jours, le comité des stagiaires Barre occupait la DDT à Nantes

Grève à la Caisse Nationale du Crédit Agricole

UN NOUVEAU STATUT : DES MENACES POUR L'EMPLOI

Les revendications portent essentiellement sur la garantie de l'emploi. En effet, le personnel de la CNCA connaît actuellement trois types de statuts : le statut de la Fonction publique, celui de contractuel (lié par contrat renouvelable à la CNCA et sous-rémunéré) et celui de personnel de la Sogequip, société de personnel, filiale de la CNCA (la Convention collective pour ce personnel est en cours de négociation depuis 7 ans !).

A cela, il faut bien entendu ajouter les intérimaires, vacataires et autres...

Prétextant remédier aux disparités de statuts, la direction présente un projet de «règlement intérieur» instituant un statut unique qui remet en cause tous les acquis des différents personnels. Les grévistes soulignent que ce projet supprime toute garantie d'emploi et prépare ainsi des «réorganisations» entraînant des suppressions

● Mardi 6 juin, les employés de la CNCA se sont mis en grève contre le projet de statut présenté par la direction. Déjà, mardi 30 mai, les 2/3 du personnel avaient arrêté le travail, pour montrer leur désaccord, le jour où le directeur de la Caisse Nationale, M. Lallement présentait son projet. N'ayant obtenu aucune ouverture de la part de la direction, l'inter-syndicale décidait une nouvelle journée de grève pour mardi, reconductible le mercredi.

brutales d'effectifs, il met le personnel à la merci de l'arbitraire de la direction, en matière de recrutement, licenciement, promotion, etc...

Ce projet est également un bradage de tous les acquis sociaux et syndicaux : il amoindrit la représentation du personnel, limite les droits syndicaux...

Le personnel en lutte réclame l'abandon pur et simple de ce projet et l'ouverture de négociations sur une amélioration et une harmonisation des conditions d'emploi existantes.

Mardi, une assemblée

générale avait lieu dans l'après-midi ; la grève y a été reconduite pour mercredi. Une délégation a tenté de rencontrer le directeur, Lallement, mais il n'a pas osé venir. Pendant ce temps, une autre délégation, partie au ministère de l'Agriculture, s'entendait répondre qu'elle ne

pouvait être reçue puisque Lallement recevait déjà des grévistes et qu'il avait le feu vert !

Mercredi matin, une assemblée générale devait faire le point sur la grève et sur les résultats de la veille et proposer d'autres formes d'action pour les semaines à venir. L'inter-syndicale a également pris contact avec un certain nombre d'organisations agricoles (Modéf, MSTP, Paysan-Travailleur, FDSEA de gauche...) et envisagerait des actions communes : employés de la CNCA et paysans.

Nadine CHATRAS

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Besançon : des hors-statuts menacés de licenciement

A l'université de Besançon plusieurs dizaines de vacataires ou de «hors statuts non-intégrables» sont menacés de licenciement dès septembre/octobre.

C'est surtout le cas au Centre de Linguistique Appliquée où 33 % des enseignements sont faits par des vacataires et quasiment 95 % par des non-titulaires contractuels, alors qu'il y a actuellement un déficit de 200 millions AF.

Les hors statuts et l'ensemble du personnel du Centre de Linguistique Appliquée se sont mis en grève le 28 avril et le 30 mai sur les mots d'ordre suivants :

— Pas un seul licenciement

— Intégration et titularisation de tous les hors-statuts

— Suppression du vacariat et de tous les types d'emplois hors-statuts

— Maintien des avantages acquis lors de l'intégration.

Les hors statuts de l'université de Besançon, conscients du fait qu'une offensive d'ensemble est nécessaire ont mis sur pied un comité de liaison pour toute l'université de Besançon. (Centre de calcul,

formation continue etc...).

Des contacts ont été pris avec des hors-statuts de Villeteuse, Nanterre, Grenoble III, et Saint Etienne. Il est apparu que là aussi des licenciements étaient probables pour la rentrée. D'autre part Orsay et Jussieu ont déjà une expérience de lutte que nous souhaiterions partager.

Il nous semble donc qu'une réunion nationale s'impose pour préparer une riposte d'ensemble à la rentrée.

Nous proposons d'organiser cette rencontre à Besançon, du samedi 17 juin 14 h, au dimanche 18 juin à midi.

Rendez-vous au CLA 47 rue Mégevand 25030 Besançon Cedex (salle 4). L'hébergement sera assuré gratuitement. Une pérégrination sera faite pour les frais de voyages. Si vous êtes d'accord pour venir, annoncez-le à Sylvette Anselin CLA 47 rue Mégevand 25030 Besançon Cedex.

A bientôt !

Le personnel du centre de linguistique appliquée avec la CFTD, la CGT et le SNESup

La police matraque les grévistes de Sainte Anne

Devant le mutisme complet de la direction de l'hôpital, les grévistes de Sainte Anne, avaient décidé, mardi d'aller trouver le directeur, M. Rouquet, en exigeant qu'il accepte de recevoir les grévistes. Celui-ci a appelé la police qui est intervenue aussitôt très brutalement, vers 16 h. Charge dans les bureaux où attendaient les grévistes, coups de matraques, coups de chaise. Un délégué CFTD a été blessé à la tête ainsi qu'un élève infirmier. Pendant ce temps, le directeur a profité de la situation pour quitter l'hôpital, sifflé par le personnel que l'intervention policière avait rassemblé dans la cour.

La grève, qui dure depuis 22 jours, se poursuit avec d'autant plus de force.

Assez !

Bergeron, l'hôte quasi permanent des confortables salons de Matignon ou de l'Élysée refait surface. Nous avons dû encore une fois supporter sa sinistre trombine sur nos écrans de télévision mardi. Comme par hasard, c'est en plein développement des luttes de la classe ouvrière qu'on nous ressort cette vieillie archi-usée abusivement nommée «syndicat» qu'est FO. Et pour se lamenter de ce que le climat social est «mauvais». Le huileux Bergeron est évidemment plus à son aise dans les fauteuils douillet de M. Barre. Vraiment, lorsqu'on voit le visage blafard du secrétaire de FO, on a envie de crier, de hurler : «Assez ! Disparaissez, M. Bergeron ! Retournez dans la niche que votre maître Barre vous a réservée !»

Nous, que voulez-vous, nous trouvons le climat social excellent.

DANS TOUTES LES USINES, LA MEME EXIGENCE

"TOUS EN GREVE A LA REGIE!"

● La brutale agression policière contre les grévistes de Flins, n'a pas enrayé la montée de la combativité ouvrière dans l'ensemble des usines du groupe Renault. Elle a au contraire provoqué l'effet inverse. Dès la nouvelle connue, des débrayages ont été appelés par les sections syndicales ou sont partis spontanément dans les ateliers : à Billancourt, à Sandouville, au Mans, à Douai... A Cléon toujours occupée et sous la menace directe, des appels ont été lancés pour renforcer les piquets d'occupation et se tenir prêts à riposter à l'agression policière.

Mercredi, il était prévu 8 heures de grève à Sandouville, 2 h à Billancourt, 4 h au Mans ; les débrayages se poursuivaient dans les autres usines. Par ailleurs, la manifestation de mardi soir, bien que convoquée à 20 km de Flins et dans un délai très court a rassemblé 1 500 travailleurs, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

Osera-t-on encore nous raconter que les travailleurs ont la tête courbée, qu'ils ne veulent pas lutter ? Oui, on ose : Chérèque, le secrétaire de la

FGM - CFDT, reprenant à son compte des arguments que l'on trouve dans *Le Figaro* ou dans *Franco Soir*, fait tout son possible pour minimiser la lutte des travailleurs de la Régie, la mettant sur le compte de « quelques centaines d'ouvriers ». Trahison ! Le mot n'est pas trop fort.

Alors que les conditions sont réunies : alors que, cela crevé les yeux, les travailleurs de toutes les usines n'attendent que cela, les Chérèque, les Maire, non seulement ne prennent aucune initiative, mais de plus, répandent les pires calomnies sur les grévistes. Cette tactique n'est pas sans poser de sérieux problèmes dans les sections syndicales. Nombreux sont les militants CFDT, à Sandouville, à Cléon, à Flins qui condamnent fermement ces pratiques et prennent une part active à la lutte en cours.

La direction CGT a saisi la balle au bond. Après être restée un moment silencieuse puis s'être avancée prudemment, voilà que Séguéy change brusquement de tactique. Faisant volte-face, il lance des appels fracassants à la mobilisation sur

les ondes de la télé. Discours dur parmi les durs, la direction CGT espère profiter du vide laissé par la direction CFDT pour refaire un peu du terrain perdu depuis des mois dans les élections professionnelles.

Pour les uns et les autres, dans tous les cas, il s'agit de bien tenir les choses en main et ne pas «se laisser déborder». Et surtout, éviter à tout prix que les grévistes des différentes usines de la Régie, ne se rencontrent, ne se coordonnent, ne globalisent l'action au niveau de la Régie toute entière.

Pour faire pièce à ces calculs méprisables, les travailleurs les plus résolus, les syndicalistes les plus conscients commencent à envisager la question de ces rencontres. Toutes les initiatives allant dans ce sens dans les jours qui viennent seront un des éléments déterminants pour la poursuite de l'action, pour son extension, pour son renforcement. A la Régie Renault d'abord. Et pourquoi pas plus largement ensuite ?

Gérard PRIVAT



Cléon Reportage François MARCHADIER

● EVOLUTION POSITIVE DE LA SITUATION ● RICHE DEBAT D'IDEES

Mercredi 7 à 7 h 30

Le délai de 48 h fixé par le tribunal de Rouen pour l'évacuation de l'usine de Cléon prenait fin mercredi à 11 h 30. L'éventualité de la répression policière ne joue pas le rôle dissuasif que voudrait lui donner la bourgeoisie. Au contraire, pourrait-on dire, puisque la lutte connaissait une évolution favorable dans la journée de mardi.

Le mécontentement d'une grande partie des grévistes actifs, en particulier des jeunes, ne cessait de grandir : «*Pourquoi les directions syndicales ne prennent pas davantage en mains la popularisation de notre lutte ?* interrogeaient-ils. «*Pourquoi les directions syndicales ne prennent pas davantage en mains la popularisation de notre lutte ?* interrogeaient-ils. «*Pourquoi les directions syndicales ne prennent pas davantage en mains la popularisation de notre lutte ?* interrogeaient-ils.

La lutte connaît une évolution favorable dans la journée de mardi.

Le mécontentement d'une grande partie des grévistes actifs, en particulier des jeunes, ne cessait de grandir : «*Pourquoi les directions syndicales ne prennent pas davantage en mains la popularisation de notre lutte ?* interrogeaient-ils. «*Pourquoi les directions syndicales ne prennent pas davantage en mains la popularisation de notre lutte ?* interrogeaient-ils.

Le mécontentement d'une grande partie des grévistes actifs, en particulier des jeunes, ne cessait de grandir : «*Pourquoi les directions syndicales ne prennent pas davantage en mains la popularisation de notre lutte ?* interrogeaient-ils. «*Pourquoi les directions syndicales ne prennent pas davantage en mains la popularisation de notre lutte ?* interrogeaient-ils.

EN SEINE MARITIME LES LUTTES S'ETENDENT

A ces initiatives, il faut en ajouter d'autres, de toutes sortes. Par exemple, deux jeunes, dont l'un est membre du comité de section du PCF de l'entreprise ont pris sur eux d'aller à la porte de plusieurs usines de la région. Ils en sont revenus enthousiasmés par l'accueil

syndicalistes actifs, des occupants décidant de mettre fin à cette situation. Coups de téléphone et démarches auprès des directions syndicales devaient contraindre celles-ci à sortir de leur local et à prendre en compte un certain nombre de critiques. Il a notamment été décidé de tirer un tract de popularisation inter-syndical et d'imprimer un stencil prêt au tirage, en cas d'intervention des CRS. Ces décisions constituent autant de victoire à porter à l'actif des grévistes.

qu'ils ont reçu des travailleurs de ces entreprises. Ils ont ainsi appris que les travailleurs de la SCABA (travaux publics) se mettraient en grève avec occupation à partir de mercredi sur la question des conditions de travail et des salaires. Même chose pour l'entreprise Grabe-Sac à Petit Quavilly. Quant aux ouvriers d'Éclair-Industrie, c'est entre 800 licenciements qu'ils ont entamé des débrayages et envisagent aussi l'occupation. Pour leur part, les UL de Rouen tenaient, mercredi à 16 h un meeting d'information sur la grève de Cléon. A cela, il faut ajouter l'entrepris Renault de Grand Couronne à côté de Cléon, récemment en grève contre une sanction pendant plusieurs jours et qui vient de repartir contre la répression à Flins.

NON A LA DIVISION SYNDICALE

Le péripète de popularisation tout alentour a été

très sévère sur le comportement d'une partie des délégués. «*Domage que les élections de délégués du personnel aient eu lieu, il y a 15 jours, parce que je peux te promettre qu'il y en a un certain nombre qui n'aurait pas été élu !*»

RESTRUCTURER LES SECTIONS SYNDICALES

L'idée prévaut cependant qu'il faut attendre la reprise pour «régler les comptes» comme disent les grévistes ; c'est-à-dire pour «expliquer franchement avec un certain nombre de délégués». Il n'est pas rare d'entendre les syndiqués affirmer : «*Il faudra restructurer le syndicat*». Quelques uns parlent de rendre leur carte et même quelquefois leur mandat de délégué du personnel, toutefois, le point de vue qui prévaut la plupart du temps, c'est que ce serait laisser le champ libre aux manœuvres que de désertier les sections syndicales et qu'il vaut mieux y rester pour transformer les choses de l'intérieur. La journée de mardi a montré que c'est tout à fait possible.

BILLANCOURT

Dès mardi matin, avant même les réunions syndicales, toute une série d'ateliers font des meetings, et partent en débrayage. Mercredi, des débrayages de 2 heures par équipe étaient prévus.

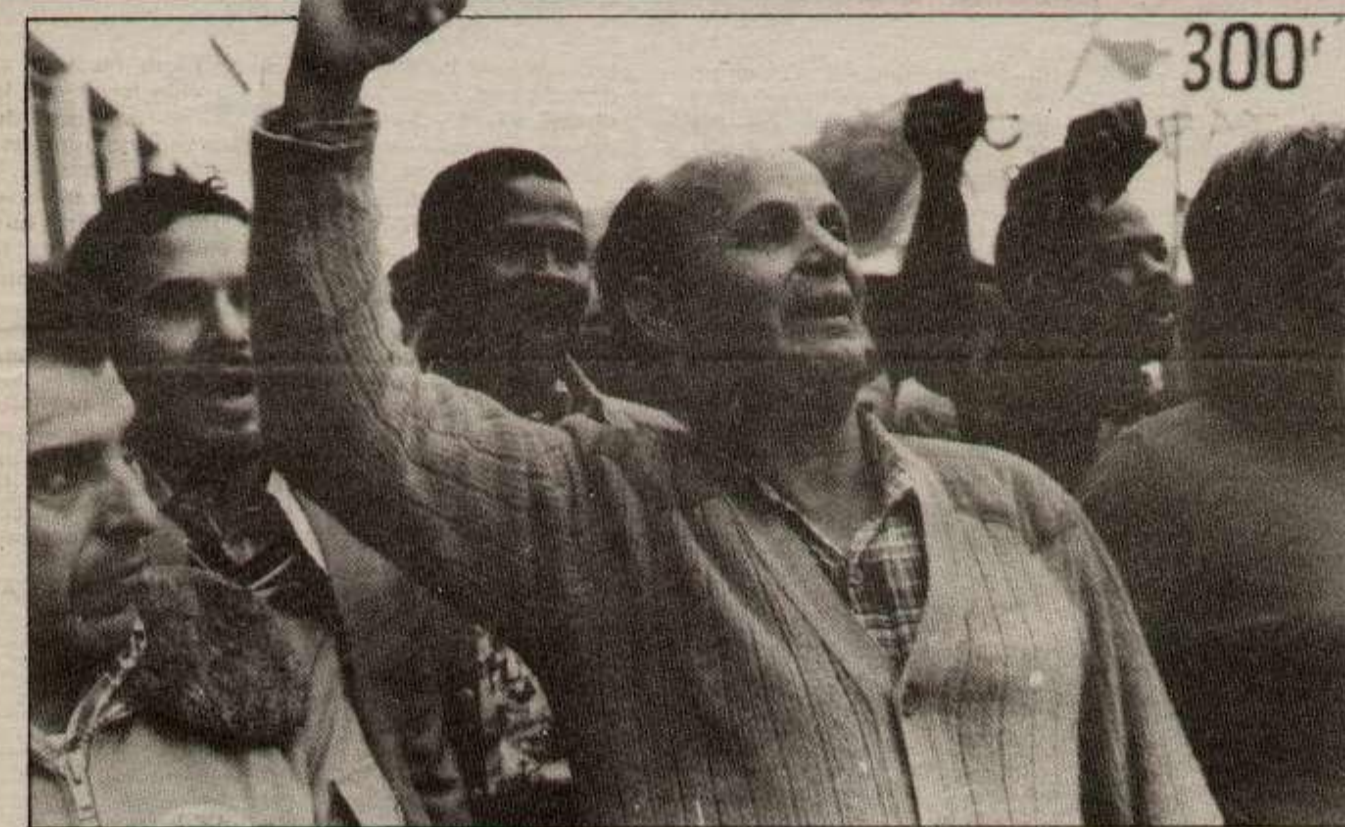
LE MANS

Au Mans, la situation est confuse. Mardi soir, la CGT déclarait que si la CFDT ne voulait pas prendre ses responsabilités, elle appelleraient seule pour ce mercredi à 3 heures de débrayage minimum...

pour affirmer que riposte militaire ou pas, c'est finalement une question de rapport de forces. En second lieu, et c'est le plus important, l'idée prévaut quasiment à l'unanimité qu'il n'est pas question de travailler un fusil dans le dos, on ne remettra pas les pieds à l'usine tant que les flics y seront.

QUELLE RIPOSTE A LA POLICE ? ETENDRE L'OCCUPATION

Les critiques portées aux directions syndicales concernent aussi la manière dont est préparée la riposte à l'intervention des CRS. Pourquoi cette insistance à dire sur les ondes et dans la presse qu'au cas où la préfecture enverrait les flics, l'usine serait évacuée sans heurts ? Certes, cette question mérite un débat et les arguments soulevés par les uns et par les autres méritent d'être discutés. On peut dire que les partisans de la riposte (militaires) affirment qu'on ne peut se laisser évacuer sans se défendre, car ce serait laisser croire que l'intervention des flics c'est normal. D'autres craignent que la riposte soit pour la direction prétexte à licenciements après la bataille. Ainsi disent-ils, la direction pourrait se débarrasser de tous les éléments les plus combattifs et «elle serait tranquille pour 10 ans». Cependant, tout le monde est d'accord



Sandouville Mardi : 3 000 OUVRIERS DEFILENT DANS L'USINE Mercredi : DEBRAYAGES ENCORE PLUS MASSIFS DE 8 H PAR POSTE

Mercredi 7 à 9 h 30

● A Sandouville, mercredi matin, l'usine est complètement arrêtée. Partout, on défile. Ils sont entre 3 et 4 000 à défilé, avec banderoles, pancartes, et prises de parole. La maîtrise, rameutée, s'est regroupée : 150 cadres sont de l'autre côté de la barrière, certains essaient de se joindre aux cortèges pour y faire quelques provocations minables. Les grévistes, qui sont décidés à ce que le mouvement s'amplifie, sont là à chaque arrivée de cars, pour que le maximum d'ouvriers se joignent à la lutte. C'est déjà ce qui s'est passé hier.

Mardi matin, après l'annonce de l'intervention policière à Flins, il n'était pas question de prendre le travail. Tôt le matin, un certain nombre d'ouvriers étaient malgré tout rentrés dans l'usine. Mettant cela en avant la direction CGT proposait à ceux qui étaient dehors de rentrer dans les ateliers, et de ne faire un meeting qu'à 7 h. Ce qui fut fermement refusé par la majorité des ouvriers présents : «*Nous voulons défilé tout de suite !*». Un vote fut imposé, qui confirmait l'aspiration majoritaire des grévistes à faire tout de suite une «roulante» dans les ateliers. Jusqu'à 8 h, c'est littéralement un balayage de l'usine, de très nombreux travailleurs, rentrés dans les ateliers, se joignent au défilé. Ils sont bientôt 3 000, d'autant que l'équipe de journée, arrivée à 8 h, suit largement le mouvement ! L'après-midi, la direction, affolée par la tournure prise par les événements, essaie de limiter les dégâts : elle oriente tous les cars de l'équipe de l'après midi vers les multiples entrées de l'usine,



sauf l'entrée du personnel, où sont massés les grévistes ! Peine perdue, car l'équipe d'après midi se joint aussi aux nouveaux défilés qui repartent aussitôt dans l'usine !

Mercredi matin, et pour l'ensemble de la journée, c'est le même processus qui a commencé, avec encore plus d'ardeur, de combativité, et de monde. Et la question que se posent les travailleurs, désormais, c'est comment globaliser l'action à l'ensemble de la Régie : ils voient parfaitement le danger de laisser dans l'isolement chacune des boîtes où la lutte est engagée ; ce qu'ils veulent, c'est que les moyens soient pris pour que la lutte s'étende partout. Sur Sandouville, ils se réjouissent que les divisions des états-majors syndicaux, dont la presse et la radio ne cessent de parler, n'aient pas entravé l'unité d'action, sur le terrain. Car ils voient bien le danger qu'il y aurait aujourd'hui et pour l'avenir de la lutte, à rompre cette unité, qui est la force du mouvement.

Renault Dieppe Se battre contre l'isolement

Mercredi 7 à 8 h 30

A l'usine Alpine Renault de Dieppe, la quatrième semaine de grève commençait mercredi. L'atelier de l'Alpine Renault 5 est bloqué, la direction ayant mis au chômage technique non rémunéré, depuis le 18 mai, les ouvriers qui n'étaient pas en grève. Sur les négociations, la situation est au point mort, puisque la direction refuse toujours de discuter sur la prime de 150 F exigée par les grévistes. Elle se déclare prête à se pencher sur quelques aménagements de postes qui ne lui coûteraient pas un sou.

Pour rompre l'isolement, d'autant que l'usine de Dieppe, qui ne compte que 600 travailleurs environ, est complètement ignorée par les états-majors de la CGT, les grévistes ont commencé la popularisation sur les boîtes de Dieppe, diffusés 8 000 tracts sur le marché, et fait des collectes. Mais ils ressentent durement l'isolement des usines Renault entre elles : «*Lundi, il y avait une coordination CGT à Billancourt, c'est par la radio qu'on l'a appris ; on est tout de suite partis, on a expliqué la situation, mais visiblement, on est délaissés. Pourtant, il est question d'élargir la lutte dans les boîtes, et on est tout à fait d'accord avec ça !*».

Mantes : manifestation des ouvriers de Renault-Flins

«CRS HORS DES PRESSES !»

Reportage de Bernard PELO

A Mantes à peine huit heures après l'intervention policière à Flins, 1 500 travailleurs ont manifesté à l'appel de la CGT et de la CFDT. Après une journée d'orage ce fut une action d'une très grande combativité. Mais cette première riposte doit déboucher rapidement sur une extension de la lutte dans l'usine pour faire plier la direction.

A l'usine de Flins, toute la journée les ouvriers étaient venus aux nouvelles, cela produisait un va et vient entre les deux groupes assez nettement séparés de la CFDT et de la CGT établis dans les bureaux du Comité d'entreprise. De l'autre côté des grilles, dans l'usine, les CRS montaient la garde depuis l'intervention du matin. Il y en avait partout le long de la clôture, ils ne se perdaient jamais de vue les uns des autres. A l'entrée de l'usine, liste nominative en main, un cadre filtrait sévèrement les entrées. Un à un les jaunes qui avaient été convoqués par télégramme montraient patte blanche. Certains un peu furtivement, avec un geste de bravade à l'égard d'un petit groupe de spectateurs hostiles. D'autres rejoignaient les cadres et la maîtrise qui avaient remis en route deux lignes de presses sous la protection des flics. Un petit chef à qui on demande de pouvoir visiter l'atelier des presses, se croit obligé d'y aller d'un petit couplet moralisant sur le thème «ah, ces ouvriers qui ne veulent plus travailler comme leur patron leur demande !»

A 18 h 30, on pouvait craindre que trop peu de travailleurs aient été informés mais des cars ont déversés des centaines d'ouvriers qui étaient venus des Mureaux, d'Ecquevilly Flins, d'Aubergenville, d'Épône, de Mézière, de Meulan, de Gargenville, d'Issou Limay, la manifestation grossissait brusquement. Ils étaient là, ceux des foyers Sonacotra, immigrés qui avaient mené la lutte dans l'usine mais qui n'avaient jamais osé manifester dans la rue. Ils étaient aux côtés des jeunes ouvriers combattifs qui reprochaient aux sections syndicales de ne pas avoir organisé la manifestation en direction de l'usine, disant que cela aurait été plus mobilisateur.

Au départ du cortège, comme le PCF avait, par «erreur» certainement, pris la tête de la manifestation la sono de la CFDT précisait que la manifestation était bien celle de tous les travailleurs, pas celle des parties. Au premier rang de la CGT, l'on trouvait au coude à coude des travailleurs français et immigrés tous unis contre le même patron ainsi que le disait le slogan le plus repris dans cette partie du cortège. Derrière, dans les rangs de la CFDT, c'était «CRS hors des presses !» et même parfois «CRS sous les presses !» qui était repris par le plus grand nombre de voix. Le *Quotidien du Peuple* en avance sur le reste de la presse était très demandé par les manifestants. Des travailleurs des boîtes de la région étaient venus apporter leur soutien. Cette manifestation extrêmement combative devait se conclure par deux prises de parole de la CFDT et de la CGT. Après avoir dénoncé l'intervention policière unanimement, la CGT proposait que les travailleurs soient en grève dès la fin du lock-out, jeudi, alors que la CFDT appelait à une mobilisation sur l'usine à la suite d'un débrayage.

RENAULT : LES TENTACULES D'UN EMPIRE

● Quand on parle de Renault, on a coutume d'évoquer d'une part les différentes voitures de la gamme, et d'autre part les usines célèbres de Billancourt, Flins, Cléon, ou Sandouville. Mais Renault n'est pas que cela. C'est une énorme entreprise, à la production extrêmement diversifiée, et qui exploite de par le monde plusieurs centaines de milliers de travailleurs.

La firme automobile Renault a été créée en 1898.

Elle n'occupait alors qu'un atelier à Billancourt. Après une explosion relative, qui correspondait au développement de l'automobile entre les deux guerres, son propriétaire n'a pas hésité à mettre son usine et ses compétences au service de l'occupant nazi, et c'est cela qui a motivé la nationalisation, au lendemain de la Libération. C'est à partir de là que s'est véritablement développé ce qu'il convient d'appeler l'empire Renault.

Au lendemain de la guerre, Billancourt ayant été bombardé, Renault n'employait guère que 1 500 personnes, dans son usine du Mans. Flins fut mis en service en 1952, et Cléon en 1959. En 1955, Renault employait 52 000 personnes, dont 34 000 à Billancourt. En 1962, il en employait 85 173, avec la construction d'unités à Choisy et Orléans. En 1977, en comptant seulement les salariés de la Régie, Renault employait 106 414 personnes.

BIENTÔT SEULEMENT 50 % DE LA PRODUCTION EN AUTOMOBILES

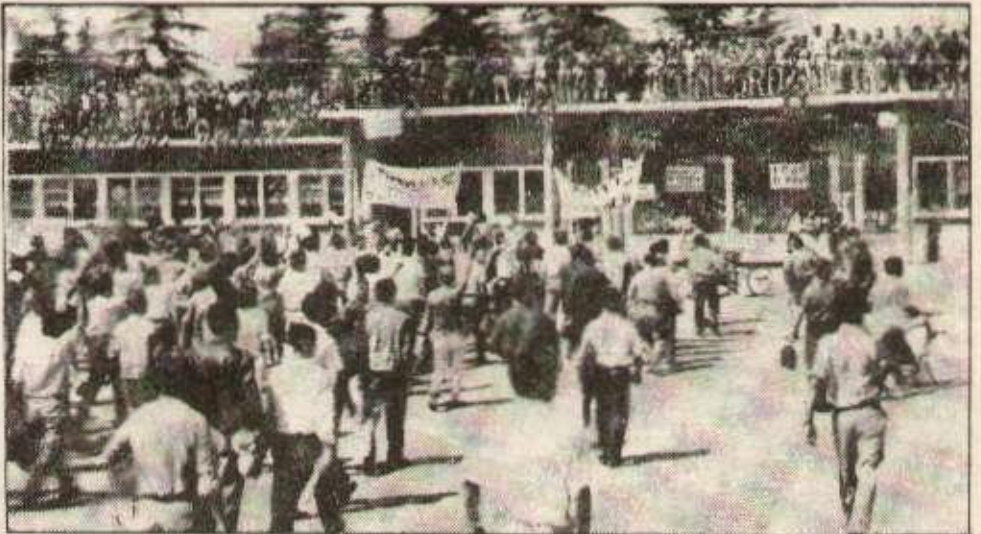
Comme tout grand groupe capitaliste, la politique de Renault est de diversifier au maximum sa production. L'objectif fixé aujourd'hui est qu'en 1985, la part de production de voitures de tourisme ne représente que 50 % de l'ensemble de la production du groupe. Les choses sont bien engagées. Outre un secteur ancien de matériels agricoles, qui connaît quelques difficultés, Renault a absorbé Berliet à la fin de 74, il possède des participations importantes dans l'industrie des deux-roues (motobécane) ou dans celle des moteurs marins. Renault est un des premiers fabricants français de machines-outils, et il possède une usine de caoutchouc (la Compagnie Industrielle des pays de l'Ouest, à Nantes). Conforté en amont de sa production d'automobiles, Renault a pris ses aises en aval. Il possède ainsi la firme de locations de voitures Europ Cars, et des

participations importantes dans les transports fluviaux et maritimes. Selon les aveux de son PDG, Renault est un des plus grands propriétaires immobiliers de France. C'est contre ce monstre aux tentacules multiples que luttent les ouvriers de Flins, de Cléon et d'ailleurs.

UN FLEURON DE L'IMPÉRIALISME

Renault — entreprise nationalisée — est aussi un des deux plus beaux fleurons de l'impérialisme français. La politique internationale du groupe s'est construite en trois temps : d'abord les exportations, qui se poursuivent, ensuite l'association avec des firmes étrangères, et enfin la construction directe d'usines de montage à l'étranger. Dans les deux derniers cas, Renault évite ainsi le problème des importations de matières premières. Tout se fait sur place et Renault empêche les profits accrus grâce à une main d'œuvre à bon marché...

L'exemple de Ika-Renault en Argentine



Octobre 77 : les ouvriers de Renault Argentine sont en grève. La direction fera appel à l'armée

En 1960, Renault s'associe à l'Industrial Kaiser Argentina pour fabriquer des Dauphine. En 1967, la Régie prend le contrôle de la firme, qui devient IKA-Renault. En Argentine, Renault possède quatre usi-

nes, groupant au total 12 200 salariés. La production est principalement automobile, mais il existe aussi une branche fabricant des motos pompes et des tracteurs. Les salaires sont extrêmement bas, notamment depuis le coup d'état de mars 76. A titre d'exemple, il faut 1 h 30 de travail à un ouvrier argentin pour pouvoir se payer un litre de lait, contre 12 minutes à un travailleur français. Pour se payer une voiture de bas de gamme, l'ouvrier argentin de Renault devra travailler 5 années... En octobre 77, les ouvriers de l'usine de Cordoba ont

engagé des débrayages pour exiger une augmentation de salaire. C'est la direction générale, qui entretient des contacts réguliers avec les dirigeants de Paris, qui appelle l'armée. Celle-ci tente d'abord de parlementer, puis charge les grévistes baïonnettes en avant.

Le lendemain, Renault licencie 74 ouvriers et menace de demander aux militaires l'application de la loi martiale. Trois jours plus tard, 80 ouvriers de plus sont licenciés. Certains d'entre eux sont arrêtés par l'armée. Ils sont portés «disparus» depuis.

La grève et le monde politique

DIVISIONS ET HÉSITATIONS SUR L'ATTITUDE A ADOPTER

● Les répercussions des grèves de Renault sont déjà sensibles au sein du monde politique. Mardi matin, quelques heures après l'intervention des CRS à Flins, le ministre du Travail Boulin a tenu des propos hostiles à toute négociation. A l'inverse, l'organe du RPR, *La Lettre de la Nation*, consacre sa première page à la grève, et souhaite que s'ouvrent des négociations.

Au sein de la majorité, des fissures très petites apparaissent quant à la conduite à adopter. Boulin a déclaré mardi qu'*«on ne peut pas brusquement, sous prétexte que quelques ouvriers occupent ou empêchent de travailler un atelier, remettre en cause une négociation engagée au plan national»*. Malgré cette fermeté, le gouvernement se trouve dans une situation délicate. Depuis le lendemain des élections, il a axé sa politique sur deux volets : d'une part une politique économique d'austérité, avec la libération des prix et l'élimination des canards boiteux, et d'autre part une concertation qui vise à la fois à atténuer les répercussions sociales de sa politique et à préparer les conditions de l'ouverture. De ce point

de vue, les grévistes de Renault viennent troubler ce plan. Barre qui, jusqu'ici, n'a pas manqué d'afficher son mépris pour les actions de la classe ouvrière, n'avait pas encore précisé sa position ce mercredi matin.

Les hésitations gouvernementales sont partagées par les milieux patronaux. *Les Échos* font état d'avis partagés dans ces milieux : *«Certains estiment qu'un conflit comme Renault peut, en intervenant plus tôt que prévu, désarmer par son échec les éventuels mécontents. D'autres jugent qu'il faudrait desserrer sans attendre les écrous sociaux et donner des gages d'apaisement.»*

Cette seconde position semble être partagée par certains centristes proches

du gouvernement. C'est ainsi que Stasi (CDS) estime qu'*«il ne faut pas que le gouvernement explique que le succès de sa politique est un préalable à de nouveaux progrès dans le domaine social. Il faut aussi que le gouvernement comprenne que la réduction des inégalités est une des conditions du succès.»*

Le RPR s'embarrasse de moins de fioritures. Trouvant dans la grève de Renault une nouvelle manière de s'attaquer à Giscard, il prend ouvertement parti pour des négociations *«même sur des bases irréalistes»*. S'appuyant sur le fait qu'un certain nombre d'ouvriers restent en dehors de l'action, le RPR en déduit que *«cette majorité n'est d'accord ni avec la minorité des grévistes ni avec la direction.»* Et le RPR poursuit : *«La direction de la Régie (...) a tout intérêt à éviter que ne se créent des abcès de fixation. C'est aussi l'intérêt du gouvernement.»*

A gauche aussi on constate le même embarras devant la grève. La feuille

du PS, *La Lettre de l'Unité* ne consacre que 12 lignes à ce qu'elle appelle *«des grèves non orthodoxes»*. *Le Matin* a, lui, coupé la poire en deux : une page d'information sur les grèves, et une interview du secrétaire général de la Régie, Quin. Pour *Le Matin*, la parole à la direction donc. Le PCF non plus ne s'engage pas franchement. Ce n'est pas Renault qui faisait la Une de *L'Humanité* de mardi, mais la manifestation sur l'Afrique.

Le PCF insiste sur la nécessité de la reprise des négociations, cite Krasucki pour qui *«ce conflit est significatif de l'état d'esprit des travailleurs»* et publie la photo d'une délégation du PCF, qui est allée faire le pied de grue devant le ministère du Travail avant d'être reçue par un membre du cabinet de Boulin.

Une évidence ressort. A droite comme à gauche, on ne sait pas bien quelle attitude prendre face à ces travailleurs de Renault qui troublent le train-train de la vie politique.

Qui dirige Renault ?

Qui dirige Renault ? Officiellement, c'est le Conseil d'Administration, composé en vertu du décret du 8 juillet 1970. Outre le PDG, le Conseil d'Administration comprend 17 membres. Dix sont nommés par les ministres des Finances, de l'Économie, du Travail, de la Défense Nationale, etc. Un élu représente les salariés actionnaires ; deux représentent les cadres et ingénieurs, un les employés, et trois les ouvriers. En fait, la véritable direction est assumée par le PDG et le secrétaire général. A leur demande, le PDG est tenu de rendre des comptes auprès des ministres de l'Économie et des Finances. Les grandes décisions concernant la Régie sont prises en Conseil des ministres, notamment depuis le début de Dreyfus, l'ancien PDG proche du PS.

Usines de montage et de fabrication dans 28 pays

Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, Mexique, Trinidad, Uruguay, Venezuela, Canada, Australie, Malaisie, Nouvelle Zélande, Philippines, Belgique, Espagne, Irlande, Portugal, Yougoslavie, Turquie, Bulgarie, Roumanie, URSS, Côte d'Ivoire, Madagascar, Maroc, Tunisie, Afrique du Sud, Inde.

LA GREVE DE LA FAIM DES CHILIENS A PARIS - 2 -

● Nous publions aujourd'hui la suite de l'interview des réfugiés politiques chiliens qui poursuivent leur grève de la faim à Paris, afin d'obtenir des nouvelles des «disparus». Ils se livrent ici à une analyse des contradictions qui divisent actuellement la Junte fasciste de Pinochet.

— Est-ce que l'isolement actuel du régime de Pinochet et la crise interne qui le traverse remettent en cause l'équilibre de la Junte ?

— La crise du régime est dans sa nature : le pouvoir de la violence et des armes contre les masses. Toutes les mobilisations populaires au Chili et toutes les mobilisations des forces démocratiques et progressistes et de l'opinion publique du monde entier concourent à isoler encore plus la Junte de Pinochet. L'isolement doit toujours se concrétiser sur 3 plans : sur le plan politique, le Chili est isolé, sur le plan diplomatique, le Chili est isolé, sur le plan militaire, s'il n'est pas totalement isolé il ne dispose pas de toutes ses forces. Jusqu'à maintenant le Chili n'était pas isolé sur le plan économique, isolé politiquement au niveau des organismes internationaux, il bénéficiait de l'aide économique du FMI (Fonds Monétaire International), de la Banque Mondiale ainsi que de la tolérance des régimes capitalistes qui parlent des droits de l'Homme et qui de manière souterraine ai-

dent financièrement le Chili. Jamais un régime totalitaire n'a été aussi isolé même s'il continuait de bénéficier de certaines aides économiques.

A l'intérieur de la Junte, il y a des dissensions très importantes sur le problème du retour à la démocratie. Trois tendances se manifestent au sein du mouvement des forces armées : une tendance autoritaire pour le renforcement du pouvoir personnel, représentée par Pinochet et l'armée de terre, une autre tendance qui cherche l'ouverture vers une démocratie musclée qui s'est manifestée par la voix du général Leigh, cette tendance se manifeste fortement aujourd'hui au Chili : elle possède le soutien d'une partie importante de la bourgeoisie, de l'armée de l'air et de l'impérialisme américain qui cherche un compromis. La 3^e tendance plus constitutionnaliste, est la plus faible des 3 parce qu'elle n'a pas derrière elle de forces organisées, cette tendance s'oppose à Pinochet, elle a le soutien de certaines fractions de la Démocratie Chrétienne. Cette dernière

tendance est opposée au «libéralisme économique» total appliqué par Pinochet et prônerait un certain dirigisme économique (une plus grande intervention de l'Etat).

Parmi les problèmes extérieurs auxquels la Junte doit faire face il y a le conflit sur la question des frontières avec l'Argentine, la Bolivie et le Pérou. Une fraction importante des généraux est très inquiète de l'isolement politique du Chili, de l'échec de la politique économique : sur le plan militaire également la situation est très difficile : l'Argentine n'a pas cessé de revendiquer des territoires du Sud du Chili, au Nord la situation est très difficile : le ministre des Affaires étrangères bolivien parlant de l'expansionnisme chilien a déclaré que le dialogue n'était plus possible avec le Chili, les tensions qui existent actuellement n'excluent pas la possibilité d'un conflit armé.

Le niveau des contradictions au sein de l'armée la mobilisation du peuple chilien, l'échec de la politique économique, les «erreurs» comme l'assassinat de Orlando Letellier (1) et l'enquête de la justice américaine ont eu de nombreuses retombées politiques au Chili et ne font que hâter la chute de Pinochet. La montée des

luttons populaires au Chili peut être dangereuse pour les Américains et déborder d'une situation de rechange contrôlée par eux.

Mais néanmoins la chute de Pinochet ne signifierait pas pour autant la chute du régime qui possède d'autres alternatives.

On assiste au réveil des masses populaires qui sont aujourd'hui à l'offensive. De plus, depuis l'affaire Letellier, on note une certaine hésitation de la Junte pour réprimer. Les soldats et les tortionnaires du régime commencent à réfléchir à leur rôle et à craindre pour leur avenir.

Fin

Propos recueillis
par Jean JAULIN

(1) : Orlando Letellier : ancien ministre de «l'Unité Populaire» a été assassiné à Washington par les agents de la DINA. Carter contraint de tenir compte de l'opinion publique américaine et du visage «défense des droits de l'Homme» qu'il veut donner à sa politique, a fait inculper plusieurs membres du commando de la DINA et demande l'extradition de l'ancien responsable de cette police politique, un général qui se trouve directement sous l'autorité de Pinochet.

Colombie UN PRESIDENT ELU PAR 15 % DU PAYS

● Le bilan de la campagne électorale colombienne est lourd : cinq morts dans des attentats et un étudiant tué par la police. Si les élections n'ont pas donné lieu à des fraudes aussi voyantes qu'à Saint-Domingue, où l'armée a brisé les urnes, le dépouillement s'est déroulé dans la confusion créée par la répression du pouvoir.

On se souvient des grèves importantes qui ont secoué la Colombie l'année dernière : la grève générale du 14 septembre 77. Celle des ouvriers des raffineries de pétrole qui menèrent à la même époque une lutte pendant de longs mois (QDP des 19 et 20.11.77) tandis que les paysans regroupés autour de l'ANUC (Association Nationale des Usagers de la Campagne) luttent contre les grands propriétaires fonciers, afin de récupérer la terre (QDP des 20 et 21.sept.77). Dimanche dernier les Colombiens, appelés aux urnes se sont abstenus massivement (60 % d'abstentions).

C'est le candidat du parti libéral, Turbay Ayala, qui vient d'être élu de justesse par seulement 15 % de la population : le taux d'abstentions atteignant parfois 65 % ! S'il n'a pas bénéficié du soutien de la puissante association des exportateurs de café ou de celle du textile plus favo-

rables à son adversaire conservateur, il peut néanmoins compter sur l'appui des milieux de la banque et de la finance (le cousin de l'actuel président Michelsen, représentant du parti libéral est à la tête de la banque de Colombie). Turbay est un produit de la nouvelle bourgeoisie financière qui grimpe à la tête du pays depuis quelques années. Il est donc opposé aux intérêts de la bourgeoisie foncière qui domine traditionnellement le pays, ainsi qu'il le déclarait : «Il faut en finir avec le monopole des grandes familles dans la direction du pays».

Le nouveau président est accusé par ses adversaires de tirer des profits importants du trafic de pierres précieuses et du trafic de drogue : le trafic de cocaïne et de marijuana a pris en Colombie une importance sans précédents depuis plusieurs années. Turbay, comme son pré-



decesseur, ne se distinguera sans doute pas par des mesures qui enrayeraient la corruption galopante qui ronge actuellement l'Etat colombien. Si l'on en juge par le taux d'absence record, les masses populaires colombiennes ne font plus confiance dans l'alternance des deux partis, le parti libéral et le parti

conservateur, à la direction du pays sur lequel l'impérialisme américain entend maintenir sa domination. Les travailleurs s'ils n'ont pas voté, ont largement fait entendre leur voix ces derniers mois dans les luttes qui ont atteint une ampleur rarement égalée.

Frank ROUSSEL

Maire sioniste à Paris

A l'invitation de Chirac, Teddy Kollek, maire d'Al Oods (Jérusalem) vient d'effectuer une visite officielle à Paris. La Ligue Arabe communique à ce sujet : «Jérusalem n'est ni une ville unifiée, ni une ville libre. Dans le secteur arabe de la ville, M. Kollek est le représentant de la puissance occupante. L'ONU et la France en particulier n'ont pas reconnu l'annexion par Israël de la Jérusalem arabe (...) Le vrai visage de la Jérusalem dont M. Kollek est le maire et où il représente la puissance occupante est celui d'une ville unilatéralement annexée au mépris des multiples résolutions de l'ONU, d'une ville judaïsée au mépris des multiples résolutions de l'UNESCO, d'une ville avec des centaines de prisonniers politiques, d'une ville interdite à ses habitants légitimes, les Palestiniens.»

Les barons de l'acier serrent les coudes

Etienne Davignon, commissaire européen chargé des problèmes industriels a proposé mardi à la CEE de sanctionner les producteurs d'acier européens qui ne respecteraient pas les prix minima décidés par la communauté. Principaux visés : les petits producteurs italiens de la région de Brescia, capables de produire des ronds à béton à des prix défiant toute concurrence. D'autre part, en accord complet avec les grands maîtres de forge français, la commission européenne insiste pour que les quotas de production soient encore baissés, pour éviter une hypothétique surproduction. Ce qui veut dire que de nouveaux licenciements sont en préparation dans la sidérurgie française.

Nouvelle Calédonie : pour l'indépendance

Le principal groupe autonomiste de Nouvelle Calédonie, colonie française d'Océanie, a décidé lors de son troisième congrès d'adopter le mot d'ordre d'indépendance. Il appelle «le peuple de Calédonie à se libérer du colonialisme dont il est victime». «Seule l'indépendance peut permettre aux canaques d'exercer la plénitude de leurs droits».

Les USA augmentent leur stock d'armes chimiques

Le pentagone a annoncé que les Etats Unis allaient accroître leurs moyens de mener une guerre chimique. Le secrétaire d'Etat à la défense a annoncé que 60 millions de dollars seraient dépensés cette année pour cela. Deux unités de combat en Europe seront équipées pour mener la guerre chimique et recevront de nouveaux masques et équipements. L'argument avancé par le Pentagone est que les armes soviétiques saisies par les Israéliens en 1973 ont révélé être à l'examen toutes équipées en vue d'une guerre chimique.

USA - Sud Yemen : mission exploratoire

Quatre membres du département d'Etat Américain doivent se rendre à Aden à la fin du mois. Des entretiens se sont déroulés aux Nations Unies entre Vance, le secrétaire d'Etat américain et un important responsable yéménite pour que soient rétablies des relations diplomatiques en application avec la politique de Carter de développer des relations avec tous les pays. Les Yéménites n'ont pas encore fait connaître leur réponse.

Italie : 5 inculpations

Cinq personnes arrêtées le 17 mai dernier ont été inculpées de l'assassinat du chef de la démocratie chrétienne Aldo Moro. Selon les déclarations de la police le chef du groupe aurait été repéré comme étant Moretti, un ancien technicien en électronique de Milan.

**Achetez
le Quotidien du Peuple
tous les jours
dans le même kiosque**

L'AFRIQUE EN QUESTION

Fin du sommet occidental sur l'Afrique : rendez-vous à Bruxelles

Le sommet occidental de Paris s'est achevé par la publication d'un communiqué qui dit notamment : «Les hauts fonctionnaires ont étudié les questions suivantes : les conditions dans lesquelles devraient être fournies au Zaïre, l'aide qui permettrait à celui-ci de rétablir son économie, les mesures prises ou envisagées pour assurer la sécurité du Zaïre indispensable à son redressement et à son progrès économique et social. Dans ce contexte ils ont évoqué les problèmes de l'aide qui pourrait être apportée aux Etats Africains désireux de protéger collectivement leur intégrité et leur développement».

La portée de cette réunion a donc été essentiellement axée sur le Zaïre lui-même, et n'a eu selon les Etats Unis qu'un rôle préparatoire à la prochaine conférence de Bruxelles qui doit mettre au point le «plan Mobutu» pour le Zaïre. Les Etats Unis se proposent d'ailleurs de demander à l'Arabie Séoudite de se joindre à cette réunion qui doit décider de l'attribution d'un fonds de 250 milliards de dollars à Mobutu. Les conditions que les Etats Unis entendent y mettre sont d'une part la nomination d'un gouverneur de la banque centrale du Zaïre par les occidentaux d'autre part une réforme du système du gouvernement qui assure aux Lundas une représentation, ceux-ci ayant été les plus nombreux dans les troupes qui sont intervenues au Shaba. Giscard a fait défendre par ses représentants l'idée d'un fond de 1 milliard de dollars pour l'Afrique sans recevoir de réponse.

Si les Etats Unis entendent prendre en main les choses au Zaïre, ils ne sont pas prêts à accepter le plan Giscard. Il en est de même sur le plan militaire. Quatre militaires américains participaient à la délégation américaine. Le principal point de coopération a été le pont aérien Maroc-Zaïre et le rapatriement par les avions US des paras Français. Mais si la France souhaitait la mise en place d'une sorte d'instance qui apprécierait dans chaque cas ce qui peut être fait pour répondre à une crise, les Etats Unis ont refusé de s'engager au delà de la coopération pour le Zaïre.

Zaïre : la relève marocaine

Onze avions cargos C 141 américains assurent un pont aérien entre Agadir et le Zaïre, pour y transporter 1 500 soldats marocains. Les Marocains sont débarqués à Lubumbashi d'où ils doivent rejoindre Kolwezi. Des experts américains en communications par satellite sont également arrivés par le pont aérien. Au retour les avions américains doivent rapatrier le corps expéditionnaire français.

300 soldats congolais devraient également se rendre à Kolwezi ainsi que des soldats gabonais. Par contre ni le Nigéria, ni la Côte d'Ivoire ni le Sénégal également sollicités pour se rendre à Kolwezi n'ont envisagé d'envoyer des troupes. Le Sénégal envisage l'envoi d'une mission non militaire, l'adjoint du président de Côte d'Ivoire a pour sa part déclaré que son pays «fidèle à sa politique de paix ne pouvait sans se renier, engager ses forces armées dans une action d'intervention extérieure».

Essai de missile au Nord du Shaba

Mobutu a assisté le 5 juin à un essai de missile sur la base établie par l'OTRAG, compagnie Ouest-allemande, au Nord Shaba. Ce territoire interdit aux zairois permet de réaliser des essais dont la nature n'est pas exactement connue. La firme privée ouest-allemande pourrait y mettre au point divers types de vecteurs comparables aux fusées soviétiques et américaines. Il se pourrait selon certains indices qu'y soient mis au point des missiles de croisière.

Une grande menace est ainsi installée au cœur de l'Afrique.

Tchad : la conférence de réconciliation compromise

La conférence de réconciliation qui devait se tenir le 7 juin, ne s'ouvrira sans doute pas. A la suite de l'intervention française, le FROLINAT a annoncé qu'il la boycotterait. Un autre mouvement armé, la troisième armée, a annoncé qu'il n'y participerait pas non plus.

Les partis, l'Afrique et l'URSS

LE RPR REFUSE DE PRENDRE LE CHEMIN DE WASHINGTON

«Du RPR au PS, les motivations alléguées par Giscard pour expédier ses paras à Kolwezi ont fait l'unanimité. Debré grimait à la tribune de l'Assemblée pour affirmer : «Aucun gouvernement n'a besoin d'accord pour essayer de sauver ses nationaux». La Lettre de l'Unité organe du PS écrivait le 19 mai : «Personne ne songe à contester le droit et le devoir d'un gouvernement de venir en aide à des ressortissants en danger en terre étrangère. C'est au contraire une obligation de solidarité et d'humanité que d'intervenir en cas de péril et d'assurer le sauvetage des personnes».

Que diraient tous ces messieurs si l'armée algérienne venait protéger ses ressortissants lorsque ceux-ci sont assassinés impunément, que les locaux qui les abritent, consulats ou amicales, sont cibles d'attentats ?

Cette unanimité raciste passée, chaque parti s'est défini à l'égard de la politique de Giscard, ses interventions militaires d'une part, ses démarches à l'égard des pays européens et des Etats Unis d'autre part. Au cœur de ces discussions se trouvent les constatations faites par Méry, le chef d'Etat major qui affirmait lors d'une récente conférence à l'Institut des Hautes Etudes de défense Nationale : «Nos capacités sont limitées et dans certains domaines, nous approchons de cette limite». Le constat de cet état de fait, avant même l'intervention au Zaïre amenait Méry à conclure qu'il était nécessaire de «mettre sur pied une véritable coopération euro-africaine». L'intervention au Zaïre a quelque peu modifié ces données : alors qu'il tente de se maintenir par la force à l'intérieur de sa zone d'influence, l'impérialisme français la voit

contestée par les ambitions soviétiques, élément qui l'amènera à se concerter avec les Etats Unis.

L'APPUI DU PR

Le PR bien sûr appuiera Giscard, sans réserve. Dans une tribune du Monde un membre du conseil national du parti giscardien soulignait la nécessité que «nos partenaires de la communauté acceptent de se soumettre aux mêmes impératifs (de solidarité euro-africaine). Nous n'aurions plus autrement que le choix entre la renonciation ou l'inconséquence». Il faisait ainsi ressortir que l'impérialisme français n'a pas les moyens de mener seul la politique qu'il préconise et justifie une recherche d'alliances. Cette nécessité constatée amènera à aller plus loin : «L'Europe et les Etats Unis doivent proposer aux Etats Africains qui le souhaitent une sorte de plan Marshall pour l'Af-

rique. En Afrique se joue une partie décisive».

LES CRITIQUES DU RPR

Le rapprochement avec les Etats Unis et la coordination des politiques que cela entraîne a donné lieu à des critiques acerbes de la part du RPR, notamment à propos de la réunion occidentale de Paris qui se déroulait les 5 et 6 mai : «Pour la France elle-même, des réunions comme celles de lundi ne comportent-elles pas un risque de «ré-orientation». Dès lors que les Etats Unis y participent, que leur soutien logistique est envisagé... il y a une logique interne de l'intégration qui joue», écrit la Lettre de la Nation du 1^{er} juin.

Pour un ancien ministre du RPR «nous devrions nous méfier et éviter de devenir les Cubains des Américains». L'opposition exprimée ici sans nuance, ignorant les divergences franco-américaines lors de l'intervention au Zaïre marque la réticence du RPR à coiffer la politique giscardienne qui renie l'un après l'autre les principes gaullistes.

D'une manière beaucoup plus confuse un critique du RPR s'étend sur toute la politique africaine de la France. Chirac affirme que celle-ci a été dénaturée par Giscard. Il propose en regard des échecs de Giscard concernant l'extension de la présence fran-

çaise en Afrique qui en était attendue et l'incapacité à entraîner derrière lui les Européens, «une conférence euro-africaine ouverte à tous les pays européens et africains» qui ne lèverait aucune des hypothèques qui pèsent sur la politique française. Ce projet très flou dans ses moyens ne paraît constituer en rien, pour la majorité l'alternative qu'il prétend être au rapprochement avec les Etats Unis.

En tout cas aux yeux du RPR la politique de Giscard est inadéquate. Un ancien ministre RPR déclarait : «Ah pourquoi jouissons nous les régimes les plus éculés». Quant à La Lettre de la Nation elle souligne : «La création d'une force inter-africaine à supposer qu'elle soit réalisable, ne comporte-t-elle pas de sérieux dangers notamment en créant les conditions d'un engagement global où seraient fatalement impliquées des puissances non africaines», en clair, les USA et l'URSS.

Face aux problèmes d'une intervention en Afrique et d'une réponse aux initiatives soviétiques, la majorité paraît divisée assez profondément, sans que le RPR puisse présenter d'alternative au delà de propositions qui ne lui servent qu'à illustrer ses critiques. Dans l'opposition les divisions sont encore plus profondes ainsi que nous le verrons dans un prochain article.

REPONSE D'AMNESTY INTERNATIONAL AUX DEFENSEURS FRANÇAIS DE PINOCHET

● Madiran, écrivain catholique intégriste connu pour ses positions d'extrême-droite a fait récemment un voyage au Chili sur invitation de la junte. Ayant retrouvé en prison des personnes signalées comme disparues, il s'est servi de cette «enquête» pour discréditer les informations fournies par Amnesty International en Amérique. Au sujet de cette campagne de soutien aux régimes fascistes, Amnesty International nous a envoyé cette mise au point.

«A la suite d'accusations portées récemment contre l'authenticité des informations diffusées par Amnesty International, la Section Française juge nécessaire la mise au point suivante :

En se fondant sur des informations diffusées par Amnesty International à propos des prisonniers politiques au Chili, une certaine presse a cru bon de les utiliser pour tourner en dérision le sort tragique des «disparus» au Chili.

En ce qui concerne les 1 500 disparus qui ont fait l'objet d'un rapport d'Amnesty International et dont on est toujours sans nouvelles, toute enquête est légitime. Elle ne donne pas pour autant à ses auteurs le droit d'insulter des hommes, des femmes et des enfants torturés et assassinés.

Par ailleurs, la rigueur du travail d'Amnesty International ne saurait être mise en cause par une présentation des faits où le procédé classique de l'amalgame aboutit à une savante distorsion de la réalité.

C'est ainsi qu'un certain nombre de personnes, dont l'emprisonnement avait été signalé par Amnesty International seraient devenues grâce à ce procédé des «disparus retrouvés».

Quelles que soient la nature et l'origine des attaques portées contre elle, Amnesty International continuera avec la même insistance et la même impartialité, à dénoncer les violations des Droits de l'Homme, partout dans le monde».

La Roumanie contre les «interventions étrangères»

Trois jours après la visite qu'il a effectuée en Angola, Kenneth Kaunda, le chef d'Etat de la Zambie, a rencontré mardi Mobutu au Zaïre.

Le même jour, le ministre angolais des affaires Etrangères, Paulo Jorge, a déclaré que «les Cubains ne font que commencer leur travail en Angola», «justifiant» leur présence par l'existence de «deux mauvais voisins, le Zaïre et l'Afrique du Sud». Une position que ne partage pas le président roumain Nicolas Ceausescu. Celui-ci recevant le président nigérian Obasanjo, a renvoyé dos à dos «toutes» les interventions militaires étrangères en Afrique, donc aussi bien celles des soviéto-cubains que celles des occidentaux, en soulignant que ces interventions, «et les ingérences menacent l'indépendance et ouvrent la voie à de nouvelles formes de domination coloniale».

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 7 juin

TF1

17 h 55 - Sur deux roues
18 h 10 - A la bonne heure
20 h 35 - Journal
21 h 00 - La vigne à Saint Romain. Film TV
22 h 40 - Médicale. Les sécurités illusives
23 h 40 - Tennis internationaux de France
00 h 00 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Accords parfaits
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 40 - Moi, Claude empereur. Feuilleton britannique
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 25 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Marseille Contrat. Film franco-italien de R. Parrish (1974). Film policier.
22 h 00 - Journal
22 h 15 - Ciné regards. Case ouverte : le cinéma au féminin.

Jeudi 8 juin

TF 1

17 h 00 - Tennis internationaux de France
18 h 55 - L'île aux enfants
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Ce diable d'homme. Film TV en six parties
21 h 25 - L'événement. Magazine de J. Besançon
22 h 30 - Journal
22 h 40 - Le saut de l'Ange. Film français d'Yves Boisset avec Jean Yanne. Film d'action «série noire»
00 h 10 - Fin

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Assemblée nationale
20 h 00 - Journal
20 h 45 - Lulu. Dramatique en 3 épisodes d'après l'œuvre de F. Wedekind
22 h 25 - L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Au cœur des récifs des Caraïbes.
22 h 55 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Blow up. Film anglais en version française
22 h 20 - Journal et fin

LIRE



La police fédérale investit le foyer des réfugiés du Haut Commissariat des Nations Unies. Plusieurs réfugiés seront arrêtés, des documents détruits

● 6 000 à 8 000 prisonniers politiques détenus en vertu de l'état de siège sans jugement et pour une période non définie...

10 000 personnes enlevées et disparues par suite d'agissements des groupes para-policiers ou des forces de sécurité opérant conjointement.

Lorsque les victimes ne réapparaissent pas en prison (en octobre 1977, 40 personnes disparues depuis trois ans ont été «retrouvées» dans la prison de La Plata), des corps criblés de balles ou atrocement mutilés et torturés sont découverts en pleine nature.

Pratique de plus en plus courante de la torture à l'encontre des prisonniers ou des personnes enlevées...

Des milliers de réfugiés latino-américains pris dans une souricière (ils n'ont pas le statut de réfugié, ils ne peuvent pas travailler et sont les premières victimes de la répression des autorités argentines). Des cas de refoulement nous sont signalés. Les polices chilienne, uruguayenne et paraguayenne contrôlent les noms des personnes arrêtées...

Exécutions sommaires de prisonniers camouflées en «tentative de fuite» ou d'«affrontement armé»...

Des conditions de détention de plus en plus difficiles...

Des enfants, voire des bébés de quelques jours enlevés par les forces de sécurité...

Voilà la réalité quotidienne en Argentine, mais lorsque vous applaudirez le Onze de France, les acclamations couvriront les bruits des personnes que l'on torture.

ARGENTINE : RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL SECTION FRANÇAISE

Un dossier très complet sur la situation en Argentine :

- La législation
- Les conditions de détention
- Les exécutions sommaires
- Les disparitions
- Les assassinats politiques
- La torture
- La situation des réfugiés

A commander à Amnesty International France
18, rue de Varenne 75007 Paris



La préparation de la Coupe du Monde de football. La police surveille le stade de Mar del Plata

Et l'acier fut trempé

145^e épisode

Failo, un arriviste, vient d'abuser d'une camarade. Il raconte, de manière grotesque, cette action. Kortchaguine, ne pouvant supporter cela, le corrige violemment...

Mais l'absurde se produisit quand même : le jour où il devait partir pour la Crimée, Kortchaguine comparut devant le tribunal du Parti.

L'organisation du Parti s'était rassemblée au complet au théâtre de la ville. L'incident avait remué tout le monde et le jugement fut l'occasion d'une vive polémique sur les questions de mœurs et de moralité. Les problèmes du mode de vie, des rapports personnels et de l'éthique du Parti prirent le pas sur l'affaire elle-même, qui agit comme un signal d'alarme, un avertissement. Failo eut une attitude provocante. Souriant cyniquement, il annonça qu'il portait plainte en justice et que Kortchaguine irait aux travaux forcés pour avoir essayé de lui fracturer le crâne. Il refusa catégoriquement de répondre aux questions.

— Vous voudriez cancaner sur mon compte ? Mille excuses. Racontez tout ce qui vous passera par la tête, mais si les femmes sont si furieuses après moi, c'est parce que je ne fais pas attention à elles. Dans toute cette affaire, il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Si c'avait été en dix-huit, je lui aurais causé autrement, à ce cinglé de Kortchaguine. Et maintenant, vous vous passerez de moi.

Il quitta la salle. Lorsque le président demanda

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

à Kortchaguine de relater l'incident, Pavel parla calmement, mais on sentait qu'il avait peine à se contenir.

— Tout cela vient de ce que je n'ai pas pu me contenir. Elle est loin, l'époque où je travaillais plus de mes poings que de ma tête. Il y a eu un court-circuit et, avant que je m'en sois rendu compte, Failo avait reçu un coup sur le crâne. Depuis ces dernières années, c'est la seule fois où j'ai agi sans discipline, en «partisan», et je condamne mon geste, bien que ce coup, Failo l'ait mérité. Un homme comme lui est un phénomène répugnant dans notre société communiste. Je ne peux pas comprendre, je n'admettrai jamais qu'un communiste, un révolutionnaire, puisse être en même temps une brute ignoble et une crapule. L'incident nous a amenés à poser le problème des mœurs, c'est le seul aspect positif de toute l'affaire.

A une écrasante majorité, le collectif du Parti vota l'exclusion de ses rangs de Failo. Un blâme sévère fut infligé à Gribov, avec avertissement, pour faux témoignage. Les autres participants à la conversation reconnurent leurs torts et reçurent une réprimande.

Bartélik mit l'assistance au courant de l'état des nerfs de Pavel. Des protestations vigoureuses s'élevèrent lorsque l'enquêteur délégué par le Parti proposa d'infliger un blâme à Kortchaguine. Il retira sa proposition et Pavel fut acquitté.

Quelques jours plus tard, le train emporta Kortchaguine vers Kharkov. Le comité régional du Parti accepta, sur ses instances, de le mettre à la disposition du Comité central du Komsomol d'Ukraine. On inscrivit dans son dossier personnel une bonne appréciation et il partit. L'un des secrétaires du Comité central du Komsomol était Akim. Pavel vint le voir et le mit au courant de tout ce qui lui était arrivé.

Dans l'appréciation, après les mots «dévoué corps et âme au Parti», Akim lut : «Possède le sens de la discipline de Parti et ne perd son sang-froid que dans des cas tout à fait exceptionnels, ce qui est dû à une grave lésion du système nerveux.»

— On t'a quand même écrit ça, Pavloucha, sur ce très bon document. Ne t'en fais pas, des choses de ce genre arrivent à des gens très solides. Vu dans le Midi, retape-toi bien. A ton retour, nous reparlerons de ton travail.

Et Akim lui serra fortement la main.

«Le Communard», sanatorium du Comité central. Des parterres de roses, un jet d'eau aux gouttelettes irisées, des bâtiments vêtus de vigne vierge, dans un parc. Vestes blanches et maillots de bain des pensionnaires. Une jeune femme médecin note : nom, prénom... Une vaste pièce dans un bâtiment d'angle, un lit d'une blancheur éblouissante... Propreté et silence absolu. Kortchaguine se changea et, rafraîchi par un bon bain, se dirigea vers la mer.

(à suivre)

Radios libres, une idée qui fait son chemin (3)

Une radio giscardienne contre le monopole

L'AMBITION DE RADIO FIL BLEU

Par Eric BREHAT

● Paradoxalement, la menace juridique contre le monopole radio n'est pas venue du mouvement des radios libres, dont le démarrage avait été parallèle à l'irruption des écologistes sur la scène politique. Elle est venue de giscardiens bon teint, avocats bien considérés dans la bonne société de Montpellier et fans de radios. L'un d'eux, Delmas, notable P.R. local est aujourd'hui secrétaire d'Etat à l'Environnement. L'autre, Chassaing, véritable instigateur de la bataille juridique qui a abouti à la décision de la cour d'appel de Montpellier, aime à se présenter comme un libéral exclusivement soucieux d'arracher la liberté radio, «comme a été obtenue la liberté de la presse.» La réaction de Giscard, faisant immédiatement adopter un projet de loi répressif (un an de prison, 10 000 F d'amende) lui permet d'ailleurs aujourd'hui de tenter d'accroître son influence sur l'ensemble du mouvement des radios libres, «pour notre intérêt commun», précise-t-il. Et il se pourrait fort bien que le vote du projet de loi, qui viendra au Parlement selon une procédure d'urgence, ne soit pas de tout repos pour le gouvernement.

A l'ombre de l'encombrante «radio libre» giscardienne, d'autres collectifs se sont montés à Montpellier. Radio Soleil, Radio l'Écho des Garrigues, Radio Croquemitaine, Radio Fil Rouge. Et les émissions ont commencé.

L'homme qui dirige de fait l'action entreprise avec Radio Fil bleu est en passe de réussir une habile opération. Ancien journaliste de Radio Monte Carlo, maître Chassaing voudrait passer aux yeux de la postérité comme celui qui a fait sauter le monopole de la radio en France. Affichant ouvertement des idées de droite et une grande admiration pour la «démocratie» des Etats-Unis, il a aujourd'hui les mains libres pour regrouper les collectifs radio, depuis que le gouvernement a opté pour la répression. Le soutien qu'avait donné le PR à l'initiative Fil bleu était évidemment lié aux élections législatives : en cas de victoire de la gauche, la droite aurait vite oublié la défense d'un monopole qu'elle n'aurait plus contrôlé. Le verdict électoral, et la tournure contestatrice, au service des luttes populaires pour certains collectifs, qu'a prise le mouvement des radios libres a obligé à un changement de tactique.

Lecat, chargé d'exprimer la pensée giscardienne l'a fait avec sa finesse habituelle : «Les radios libres italiennes sont responsables de la mort d'Aldo Moro», a-t-il déclaré, sans que personne ne songe à l'enfermer dans un hôpital psychiatrique.

Libéré de cette tutelle un peu voyante, l'avocat Chassaing a poussé son avantage : Fil Bleu, qui avait créé l'association Consensus Radio Liberté et en tenait la direction, l'a cédée très démocratiquement à une radio libre de Béziers, Radio Pomarède, contrôlée par des membres du PS. Les relations avec l'ALO (Association pour la Libération des Ondes) qui refusait jusqu'alors de collaborer avec Fil Bleu, ont été renouées et ont débouché sur une proposition de loi commune ! Fil Bleu, dans la foulée du verdict de Montpellier, avait annoncé qu'elle organiserait un festival des radios libres dans son fief. Grand prince, Chassaing a accepté que le festival se fasse ailleurs qu'à Montpellier sous une autre égide que Fil

Bleu, éventuellement. Il va même jusqu'à proposer que Consensus Liberté cède la place à une association «qui regrouperait tous les collectifs radios».

L'opération séduction a commencé à se concrétiser lors d'une réunion commune de l'ALO et de Consensus Radio Liberté. Les initiatives que Fil Bleu avait l'intention de prendre seule le seront en commun : un gros dossier est préparé et envoyé à chaque parlementaire (il y en a plus de sept cents) avant le vote le 8 juin, du projet de loi Lecat. Une campagne d'affichage sera menée dans toute la France, le tout coordonné par un bureau de liaison regroupant les deux associations. Intérêt commun oblige.

Il est possible que les animateurs de Fil Bleu soient avant tout passionnés de radio. Il faut cependant connaître leurs objectifs : liberté pour toutes les radios : «Ça ne me dérange pas que de grosses sociétés investissent dans le marché des radios, à condition qu'elles ne prennent pas toute la place», explique maître Chassaing, qui reconnaît par ailleurs que beaucoup de «marchands de soupe» l'ont contacté pour savoir où en était l'agonie du monopole.

D'autre part, alliant libéralisme de principe et considérations tactiques liées à la chute du monopole, l'avocat se fait de plus en plus pressant pour prôner l'autodiscipline des radios libres. Des brevets de «bonnes» et de «mauvaises» radios pourraient ainsi être décernés. La proposition commune ALO et Consensus Liberté, par la mise au pas des radios libres qui devraient répondre à des critères sévères, (normes techniques assez poussées, mise à disposition de l'antenne aux autorités locales en cas de besoin...) ne semble pas avoir d'autre but... Celles qui ne s'y plieraient pas se verraient à nouveau confirmées dans l'illégalité !

La «non-intervention radicale» du pouvoir

Interview de Maître Chassaing, animateur de Fil Bleu

— Comment avez-vous reçu la réaction gouvernementale après l'arrêt de la cour d'appel de Montpellier ?

— La réaction du gouvernement m'a causé une profonde déception. J'appartiens au parti républicain, c'est-à-dire un parti de la majorité, et j'ai été très déçu de voir tomber le couperet de guillotine de l'Elysée. Cela étant, j'explique cette réaction très brutale et violente par — c'est inimaginable mais c'est vrai — la non information radicale au niveau du pouvoir et de l'Etat, du problème de la radio libre. Bien que depuis un an, nous ayons monté l'opération Fil Bleu, tiré souvent la sonnette d'alarme, communiqué un projet de loi, pris des con-

ter quelques signes intéressants dans plusieurs partis : le parti républicain est partagé : certains députés ont mal reçu la réaction brutale du gouvernement. Au niveau du RPR aussi, mais pour des raisons tout à fait différentes : le RPR est en train de se faire vider de tous les postes de responsabilité de l'Etat, y compris à la SFP et TDF (Société Française de Production et Télédiffusion de France. NDLR). Eux qui avaient bénéficié et abusé pendant vingt ans du monopole de l'ORTF, ont envie de le dissoudre aujourd'hui qu'on les en prive. Ils deviennent non pas favorables à la radio libre, mais par hostilité au président, intéressés par toute initiative qui pourrait le mettre en difficulté.

très activement. On ne l'a pas acheté en lui donnant un portefeuille ministériel pour lui faire abandonner l'idée de la radio libre. Il nous est aujourd'hui d'un précieux secours, bien qu'il ne soit plus le paratonnerre qu'il a été une époque, puisqu'il est tenu à l'obligation de réserve.

Notables en colère

Le conseil général de l'Hérault a créé un laboratoire vidéo et formé une équipe d'animation de cette «Vidéo animation Languedoc» (VAL). Objet : «Aider les gens à construire leur propre information», grâce à la possibilité de contrôle instantané qu'offre la vidéo. Mais pas seulement...

Dans une interview donnée à Sud, Gérard Saumade, socialiste tendance CERES et maire de St-Mathieu de Trévières, expliquait à propos des radios libres qu'elles revenaient à «introduire le renard libre dans le poulailler libre». «C'est le monopole qui garantit la liberté. C'est bien connu : entre le fort et le faible, c'est la loi qui libère et l'anarchie qui opprime», ajoutait-il sans sourcilier. La semaine suivante, un journaliste de Sud lui répondait sur un ton assez caustique, ce qui ne fut pas du tout apprécié de nos notables socialistes. Daniel Begard, membre du PS et directeur du VAL était chargé d'y répondre. Et là, le bout de l'oreille se montre complètement. «Il est possible d'aider les gens à produire leur propre information et il est nécessaire que les collectivités locales assurent cette mission de service public». Comprenez-nous bien, apprentis sorciers des radios libres, hors des collectivités locales — celles de gauche, ça vaut mieux — point de salut.

Et si par hasard, des gens veulent prendre la parole et non pas «être aidés» à la prendre, on leur fera comprendre qu'ils font «le jeu de ceux qu'ils prétendent combattre...»



Chassaing au micro de Radio Fil Bleu

tacts officieux mais très importants, on n'a jamais cru en haut lieu que nous puissions avoir gain de cause sur le plan juridique. Lorsque le juge Lapière a rendu une ordonnance de non-lieu, on a pensé que c'était un petit plaisant. Une commission ad hoc avait été nommée à la Chancellerie pour étudier le problème sur le plan du droit. Cette commission de pseudo-spécialistes avait dit que nous n'avions pas une seule chance de réussir. Quand l'arrêt de la cour d'appel de Montpellier est tombé, ça a causé — on me l'a dit — un grand émoi dans les milieux gouvernementaux, notamment à l'Elysée, et ils ont été pris à mon sens d'une véritable panique.

— R.F.B a été lancée avec le soutien du PR : que se passera-t-il lors du vote au parlement du projet Lecat ?

— D'ores et déjà, on peut déce-

ils risquent d'être nos alliés non pas par attachement à la liberté, mais par mécontentement. Et ils auront finalement la réaction du Parti socialiste : on est pour le monopole quand on en bénéficie ou qu'on croit qu'on va en bénéficier. C'est un peu le revirement sur l'aile qu'est en train de faire le PS. Finalement, on aura des gens au PS, au RPR, chez les radicaux de droite et de gauche. En quelque sorte, Giscard est à la recherche d'une majorité introuvable pour son petit article de loi. Des amendements sont déjà prévus... Pour des raisons un peu politiciennes, mais qui auront quand même leur efficacité, il s'avère que le vote de ce texte ne sera pas si facile.

— Delmas vous soutient-il toujours ?

— Il est toujours membre de Fil Bleu, et il nous soutient toujours